

# Le projet d'une Europe politique depuis le congrès de la Haye 1948



Novembre 2010 Van Rompuy prend ses fonctions..

HEUM plus sérieusement...

# Le projet d'une Europe politique depuis le congrès de la Haye 1948



# **Thème IV: les échelles de gouvernement dans le monde**

## **De 1945 à nos jours.**

### **Chapitre 3:Le projet d'une Europe politique depuis le congrès de la Haye 1948.**

**Leçon à mettre en relation avec les cours de 1<sup>ère</sup>.**

# I L'histoire d'un projet politique avec des avancées et des crises

## 1) Le congrès de la Haye appelé aussi le congrès de l'Europe, contexte du début de la guerre froide.

a) étude du texte distribué en préacquis

b) De la CECA à la CED l'Europe ne se fera pas d'un coup Robert Schuman **rappels (?) vidéos**

c) La relance de la construction européenne après l'échec de la CED

## 2) Le traité de Rome rappel **vidéo**

## 3) Les crises des années 60 et la relance des années 70

## 4) Après de Gaulle...

## II Les années 70 90 des atouts mais également des incertitudes.

1) L'Europessimisme .

2) L'acte unique européen 1986 [vidéo](#).

3) De Schengen à Lisbonne (rappels, en théorie les élèves ont des préacquis).

## III Un modèle européen?

1) Des conceptions différentes de l'Europe.

a) Les unionistes: France et Royaume-Uni.

b) Les fédéralistes Allemagne principalement.

2) Des Européens sceptiques et peu concernés.

3) Des traités qui ne règlent pas les problèmes institutionnels, doit-on parler d'un déficit démocratique?

IV La dimension internationale du projet politique européen.

1) Faire de l'UE une puissance mondiale dans les années 80.

2) Mais l'UE est elle une grande puissance mondiale?

## **Van Rompuy et Catherine Ashton**

**Le premier ministre belge et la commissaire britannique ont été choisis le jeudi 19 novembre 2010 à Bruxelles pour occuper les nouveaux postes respectivement de président permanent du Conseil européen et de haut représentant aux affaires étrangères**





## **Federica Mogherini**

Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2014



**Actuelle représentante aux affaires étrangères**

## **Donald Franciszek Tusk**

Depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2014



**Actuel président permanent du Conseil européen**



**Commission européenne**  
**Jean-Claude Juncker**  
**Luxembourgeois 01/11/2014**



**Parlement européen**  
**Martin Schulz Allemand**  
**17/01/2012**



Les élèves ont normalement beaucoup de préacquis sur cette question

.....

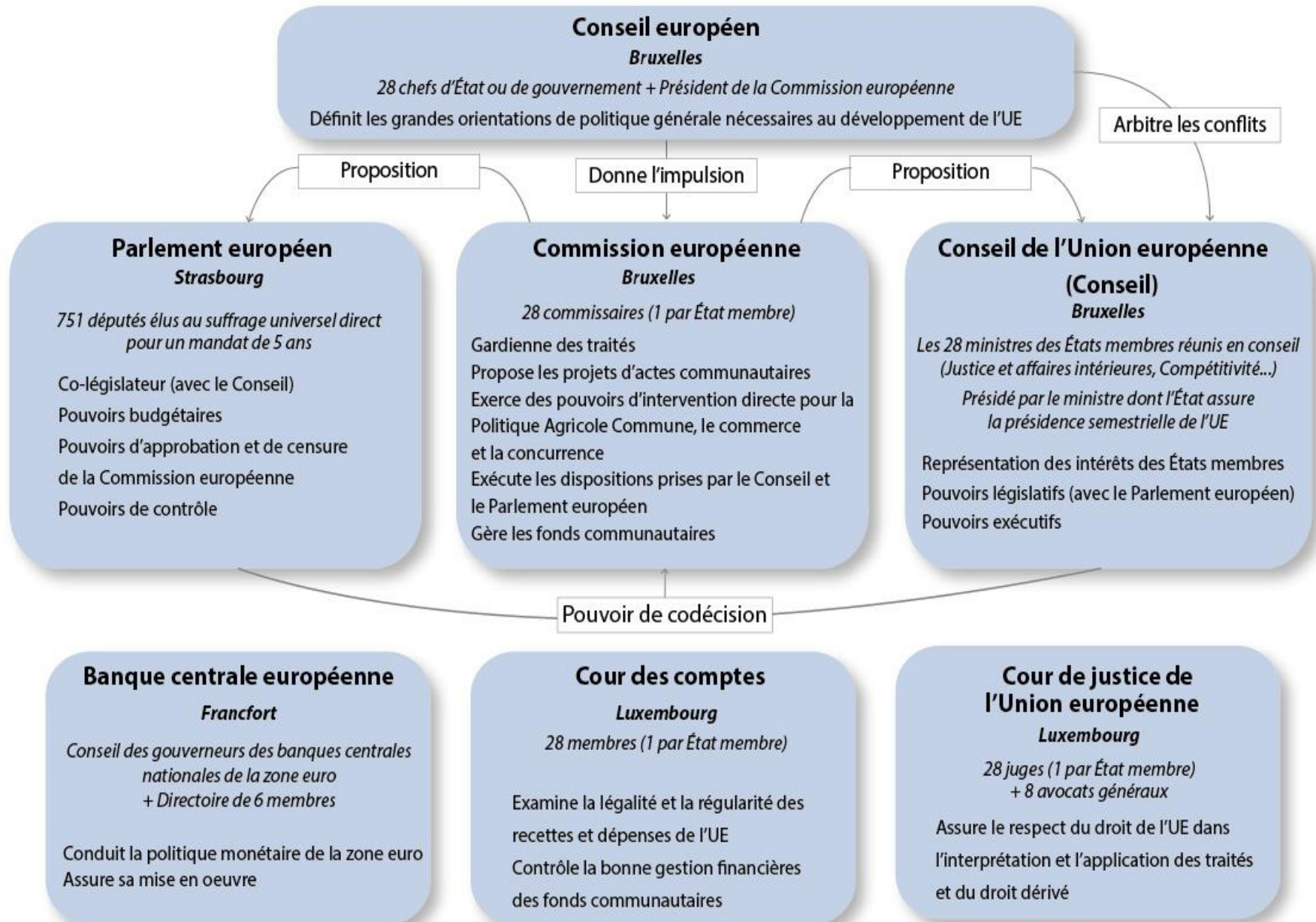
## **Introduction :**

**Accroche** Victor Hugo espérait dès le XIX<sup>ème</sup> siècle la constitution des États-Unis d'Europe. Aristide Briand l'a proposée pendant l'entre-deux-guerres. Leur but était la paix entre les peuples européens.

La construction européenne procède de plusieurs facteurs :

- Un idéal qui associe **le rejet des guerres** et des « guerres civiles » européennes mais aussi une recherche d'un modèle politique.
- Une **réaction à la menace soviétique**.
- Une volonté **d'utilisation de la puissance de la communauté au service des politiques nationales**. Elle se traduit par la mise en place d'une politique d'intégration et de convergence.

# Les principales institutions de l'Union européenne



# Problématique

**-Comment le projet d'Europe politique a t-il évolué depuis 1948 ?**

**Le dessous des cartes propose un certain nombre de vidéos**

## **Autres problématiques**

- La construction d'une Europe politique a-t-elle conduit à la définition d'un modèle politique européen ?**
- La construction d'une Europe politique a-t-elle fait de l'Europe une grande puissance mondiale ?**

Intro rédigée pour ceux qui ont du mal

**Accroche** Victor Hugo espérait dès le XIXème siècle la constitution des États-Unis d'Europe. Aristide Briand l'a proposée pendant l'entre-deux-guerres. Leur but était la paix entre les peuples européens.

Les **massacres de la seconde Guerre mondiale** et la **menace soviétique** rendent nécessaire l'**association « des paix européennes »** pour éviter de nouveaux conflits internes et pour contrer la menace soviétique.

Après 1945 en effet, l'Europe est divisée en deux : les pays à l'est de l'Europe rentrent sous domination de l'URSS et deviennent des satellites sans liberté. Les pays à l'ouest du continent s'organisent librement.

**-Comment le projet d'europe politique a-t-il évolué depuis 1948 ?**

**- Annonce du plan**



# Préacquis des élèves pages 334 335

## Le contexte de la Guerre froide

— Rideau de fer

■ Démocraties populaires

**ITALIE** Pays membres de l'OTAN

## L'émergence d'une communauté européenne

🌸 États fondateurs du Conseil de l'Europe (5 mai 1949)

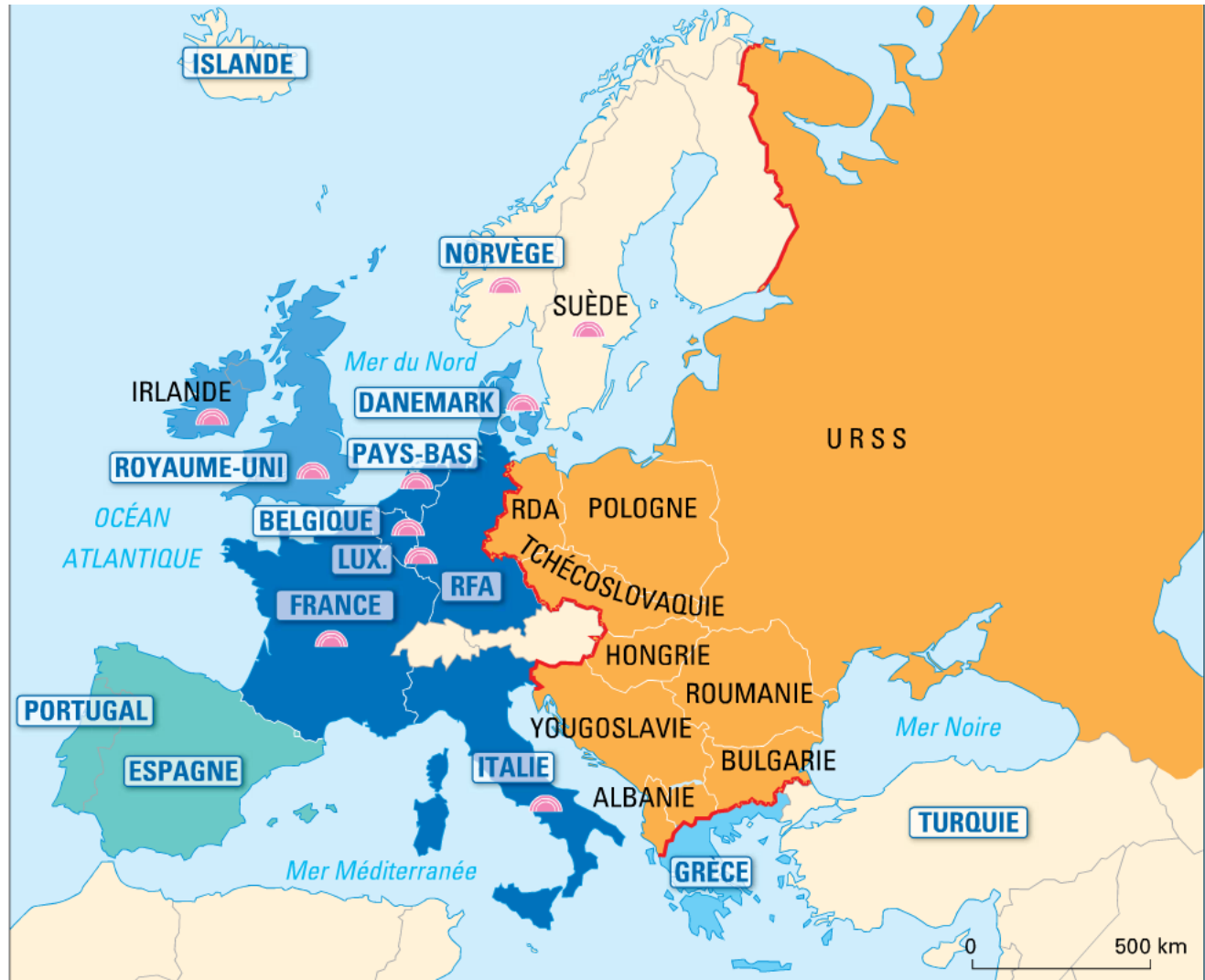
■ États fondateurs de la CECA (1951), puis de la CEE (1957)

## Les élargissements progressifs de la CEE

■ Adhésion en 1973

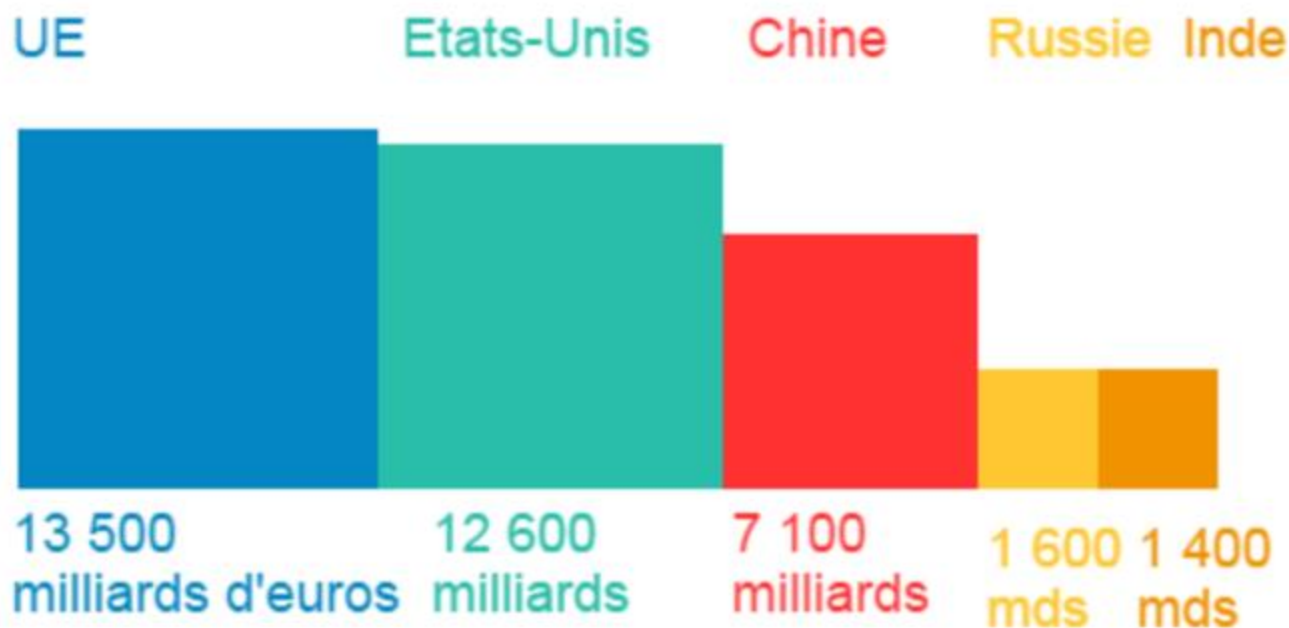
■ Adhésion en 1981

■ Adhésion en 1986



## L'Union européenne, poids-lourd de l'économie mondiale

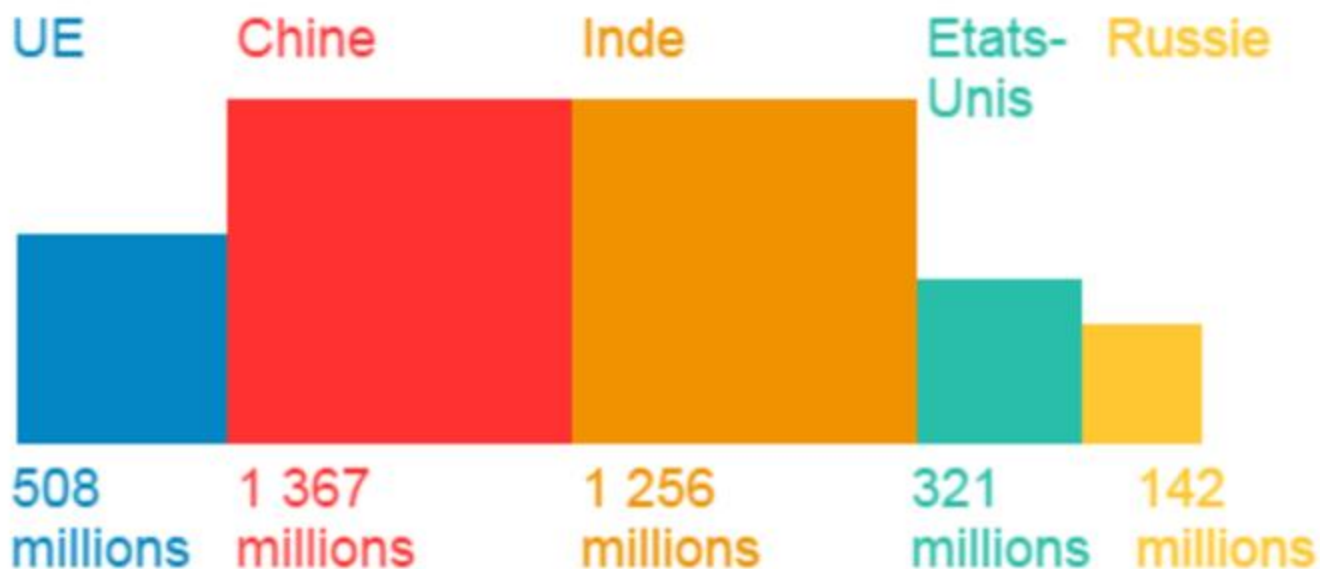
Le PIB des 28 Etats-membres (en 2013) dépasse celui des Etats-Unis et devance largement le PIB chinois



Source : Europa.eu

## L'Union européenne : un ensemble de 508 millions d'habitants

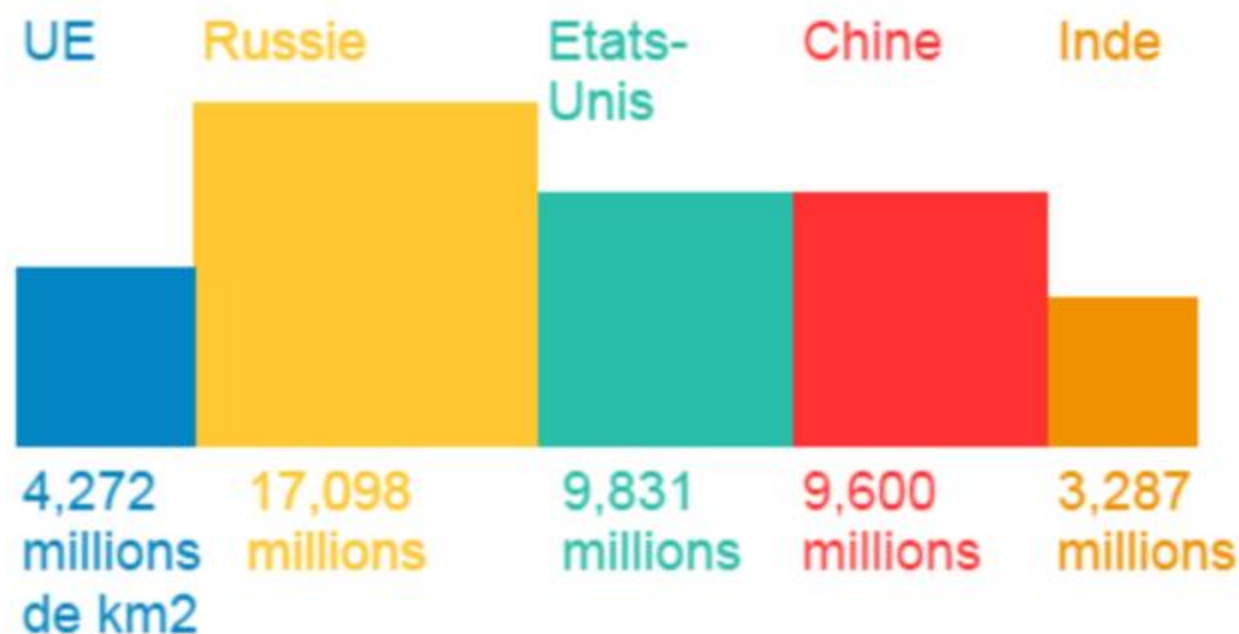
Les citoyens des 28 pays membres sont presque trois fois moins nombreux que les Chinois... mais 50 % de plus que les Américains



Source : Europa.eu

## 28 pays qui forment un ensemble géographique de taille moyenne

L'Union européenne représente une surface deux fois moins vaste que les Etats-Unis et la Chine (et quatre fois moins étendue que la Russie)



Source : Europa.eu

## **Sujets possibles**

Composition : Le projet d'une Europe politique depuis le congrès de la Haye. Pondichéry 2013, métropole 2014.

Etude critique de document(s) Amérique du nord 2013, Maghreb Europe 2015.

# I L'histoire d'un projet politique avec des avancées et des crises

## 1) Le congrès de la Haye appelé aussi le congrès de l'Europe, contexte du début de la guerre froide.

### a) étude du texte distribué en préacquis





# Texte identifier les préacquis

Le projet d'une Europe politique au congrès de La Haye.

Après avoir replacé le document dans son contexte, montrez quelle conception particulière de la construction européenne a son auteur. Cette conception est-elle partagée par l'ensemble des participants au congrès ?

Document - Extraits du discours prononcé par Winston Churchill au congrès de La Haye (7 mai 1948).

« [...] Le mouvement pour l'unité européenne, ainsi que le constate notre projet de rapport, doit être un élan positif, puisant sa force de notre sentiment commun des valeurs spirituelles. C'est l'expression dynamique d'une foi démocratique basée sur des conceptions morales et inspirée par le sentiment d'une mission. Au centre de notre mouvement il y a l'idée d'une charte des Droits de l'Homme, sauvegardés par la liberté et soutenus par la loi. Il est impossible de séparer les problèmes d'économie et de défense des problèmes de structure politique générale. L'aide mutuelle dans le domaine économique et une organisation commune de défense militaire, doivent inévitablement être accompagnés pas à pas d'un programme parallèle d'union politique plus étroite. D'aucuns prétendent qu'il en résultera un sacrifice de la souveraineté nationale. Je préfère, pour ma part, voir l'acceptation progressive par toutes les nations en cause de cette souveraineté plus large qui seule pourra protéger leurs diverses coutumes distinctives, leurs caractéristiques et leurs traditions nationales qui, toutes, disparaîtraient sous un système totalitaire, fut-il nazi, fasciste ou communiste.

[...]

L'Europe a besoin de tous les apports que peuvent lui donner les Français, les Allemands, et chacun de nous. Je souhaite donc la bienvenue ici à la délégation allemande que nous avons conviée parmi nous. Pour nous, le problème allemand est de restaurer la vie économique de l'Allemagne et de ranimer l'ancienne renommée de la race allemande sans pour autant, exposer ses voisins et nous-mêmes à la réaffirmation de sa puissance militaire. L'Europe unie constitue la seule solution qui réponde à ce double problème ; et c'est aussi une solution qui peut être adoptée sans retard.

Il est nécessaire que le pouvoir exécutif des seize pays associés pour les projets du plan Marshall, prennent des dispositions précises qui ne peuvent s'appliquer actuellement qu'à ce qu'il est convenu d'appeler l'Europe occidentale. Nous leur souhaitons de mener à bien cette entreprise et nous leur donnerons notre appui le plus loyal ; mais nos vues ne se bornent pas ici à l'Europe occidentale. Nous ne visons rien moins que toute l'Europe. Des exilés de marque de la Tchécoslovaquie, de presque toutes les nations de l'Europe orientale ainsi que l'Espagne sont ici parmi nous. Nous ne visons rien moins que la participation par la suite, de tous les peuples du continent européen, dont la société et le mode de vie ne sont pas opposés à une Charte des droits de l'Homme et à l'expression sincère de la démocratie parlementaire. Nous accueillerons tout pays où le Gouvernement soit serviteur du peuple et non le peuple serviteur du Gouvernement.

[...]

Je craignais d'abord que les États-Unis d'Amérique ne voient d'un œil hostile la conception des États-Unis d'Europe. Mais je me réjouis que cette grande République, à l'heure où elle dirige le monde, ait pu s'élever au dessus de ces mouvements d'humeur. Nous tous qui sommes assis dans cette salle devons nous réjouir que la nation qui a été appelée au sommet par la masse de ses moyens, par son énergie et par sa puissance, n'ait pas failli à ces qualités de grandeur et de noblesse qui font la réputation d'un pays dans l'histoire. Loin de prendre en mauvaise part la création d'une Europe unie, le peuple américain accueille et soutient avec ardeur la résurrection de ce qu'on a appelé l'Ancien Monde, un monde maintenant étroitement associé avec le nouveau. [...]

Source :

CVCE. <http://www.cvce.eu/viewer/-/content/58118da1-af22-48c0-bc88-93cda974f42c/fr> - consulté le 8 décembre 2011



# **Le plan Marshall** favorable à l'Europe 1947

Affiche 1950



Un lieu et une date symboliques : La Haye, 8 mai 48

Réalisation concrète : mise en place du Conseil de l'Europe, 1949

**Le Congrès de La Haye en 1948**

Un contexte particulier : après-guerre et début de la guerre froide

2 tendances lors des débats :

Partisans d'une coopération entre Etats

Partisans d'une fédération

# Synthèse à distribuer aux élèves

## **Le congrès de l'Europe**

- L'initiateur : le comité international de coordination des mouvements pour l'unité européenne, qui réunit de nombreuses associations favorables à la construction européenne.
- Les participants : environ 800 personnes, hommes politiques, universitaires, intellectuels, experts. Ils viennent de toute l'Europe, ainsi qu'une délégation d'observateurs américains
- Patronage de Churchill, ancien Premier Ministre britannique, auréolé de son prestige de vainqueur de la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale et qui avait appelé en 1946 à la création des « Etats-Unis d'Europe » dans un discours prononcé à Zurich.
- Le lieu : La Haye, ville importante des Pays-Bas, marquée par les bombardements de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale
- Travaux organisés au sein de 4 commissions : politique, économique, culturelle, de synthèse
- La date : 7-10 mai 1948, soit 3 ans jour pour jour après la capitulation de l'Allemagne

## **Le contexte :**

- \* Début de la guerre froide avec le blocus de Berlin
- \* Double traumatisme qui fait prendre conscience de la nécessité d'un rapprochement des Etats européens pour assurer une paix durable, permettre la reconstruction du continent et enrayer le déclin de son influence dans un monde dominé par les 2 Grands : USA et URSS.

# Suite

## **L'arrière-plan européen :**

– \* le concept d'Europe est une idée ancienne : l'idée d'Europe émerge dès la fin du Moyen Age et s'affirme au siècle des Lumières (XVIIIe ) puis au XIXe siècle, comme contrepoids ou exutoire des nationalismes, avec le mythe romantique de « l'Europe des peuples », qui culmine en 1848. Elle reprend vigueur après la guerre de 14-18. De nombreux intellectuels de divers pays intègrent l'Europe comme donnée fondamentale des relations internationales et comme utopie d'harmonie entre Etats concrètement réalisable.

\* mais les premières réalisations pratiques commencent dans les années 1930 : mémorandum d'Aristide Briand, ministre français des Affaires Etrangères sur une union régionale européenne qui instaurerait « une sorte de lien fédéral » entre les pays d'Europe. Mais la crise économique fait obstacle à cette idée.

\* le souvenir très proche de la Seconde Guerre Mondiale rend à la fois urgente toute initiative destinée à empêcher un nouveau cataclysme destructeur pour le continent et délicate l'idée européenne, qui implique une forme d'entente entre vainqueurs et vaincus.

## Suite

**Les débats** : opposent les partisans d'une fédération européenne et ceux qui se contentent d'une coopération entre les divers États

**les conclusions** : déclaration finale en 4 parties : politique, économique et sociale et culturelle et de synthèse + un message aux Européens (rédigé pour l'essentiel par l'intellectuel Suisse Denis de Rougemont)

les réactions : initiative du gouvernement français qui propose la création d'une assemblée européenne, qui sera la base du conseil de l'Europe. Initiative de l'intellectuel Denis de Rougemont qui crée le centre européen de la culture.



### **La première institution politique européenne, le Conseil de l'Europe.**

Le président du Conseil italien Alcide de Gasperi, le chancelier allemand Konrad Adenauer et le ministre français des Affaires étrangères Robert Schuman se retrouvent en janvier 1951 au Conseil de l'Europe.

**b) De la CECA à la CED l'Europe ne se fera pas d'un coup Robert Schuman rappels (?) vidéos**

**Étude pages 338 339**

- Dès **le 9 mai 1950** deux pères fondateurs de l'Europe **Jean Monnet et Robert Schuman** proposent à la France et à l'Allemagne de mettre en commun la production de charbon et d'acier, nécessaire à la reconstruction et à l'industrie de guerre.
- La CECA désigne la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Elle est fondée **le 18 avril 1951** par **le traité de Paris** avec les trois pays du Benelux, la France, la RFA et l'Italie.



## De la CECA à la CEE

Les fondateurs de la CECA et de la CEE

Jean Monnet



Robert Schuman



## **La déclaration du 9 mai 1950**

La contribution qu'une Europe organisée et vivante peut apporter à la civilisation est indispensable au maintien des relations pacifiques. (...)

L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes, créant d'abord une solidarité de fait. Le rassemblement des nations européennes exige que l'opposition séculaire de la France et de l'Allemagne soit éliminée : l'action entreprise doit toucher au premier chef la France et l'Allemagne.

Dans ce but, le gouvernement français propose de porter immédiatement l'action sur un point limité mais décisif.

Le gouvernement français propose de placer l'ensemble de la production franco-allemande de charbon et d'acier sous une haute autorité commune, dans une organisation ouverte à la participation des autres pays d'Europe.

La mise en commun du charbon et de l'acier assurera immédiatement l'établissement de bases communes de développement économique, première étape de la fédération européenne, et changera le destin de ces régions longtemps vouées à la fabrication des armes de guerre dont elles ont été les plus constantes victimes.

La solidarité de production qui sera ainsi nouée manifestera que toute guerre entre la France et l'Allemagne devient non seulement impensable, mais matériellement impossible.

Déclaration de Robert Schuman.

# Conférence de presse de R Schuman le 9 mai 1950



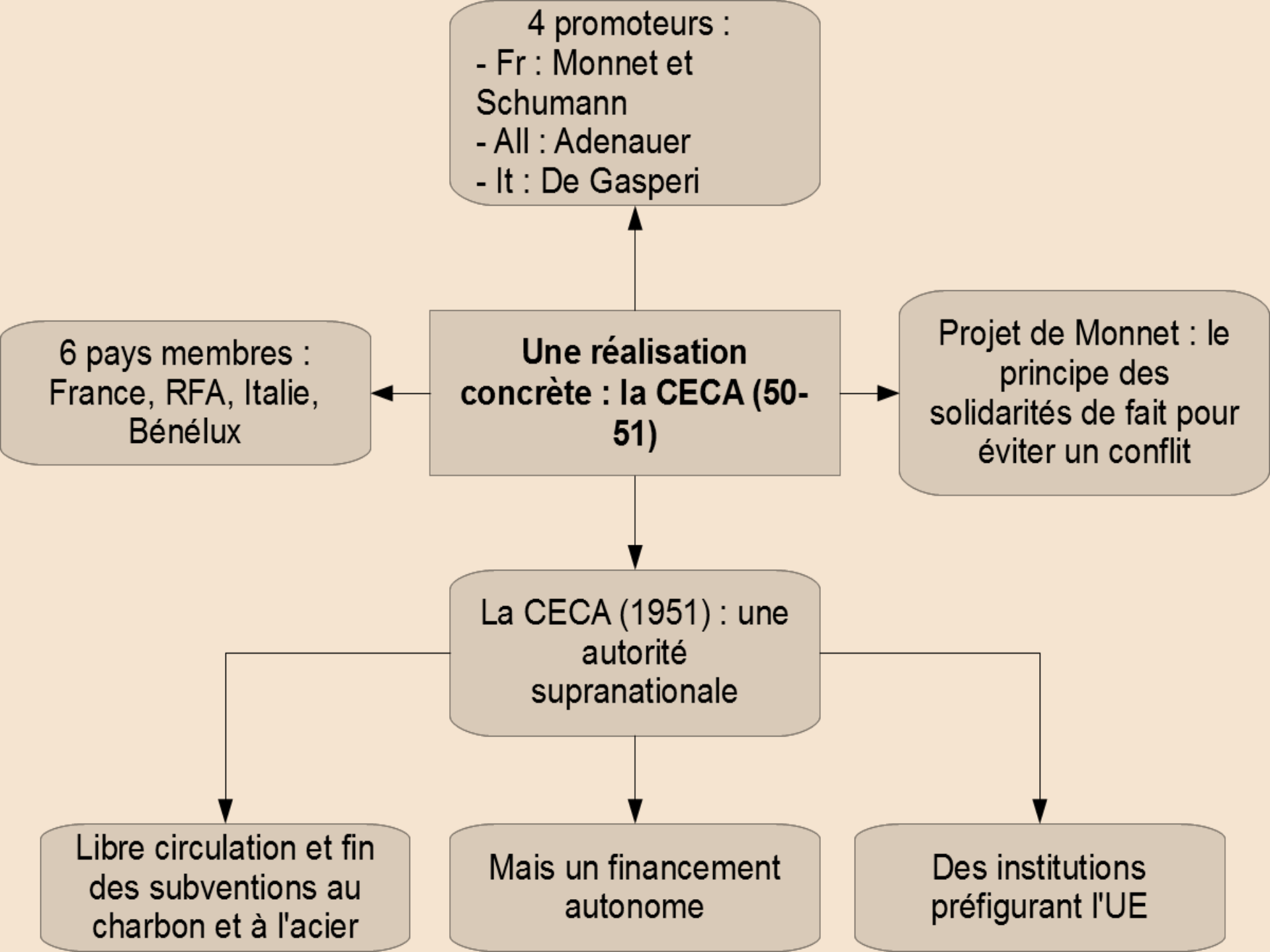
Naissance de la CECA avril 1951

*Konrad Adenauer, Jean Monnet et Robert Schuman, lors du traité de Paris qui donne naissance à la CECA.*





*Etats  
signataires  
du traité  
fondant la  
Communauté  
Economique  
du Charbon  
et de l'Acier  
(CECA), le  
18 avril 1951*



# Échec de la communauté européenne de défense (CED) Pourquoi?

Étude pages 340 341

Dans les années 1950 **la Communauté européenne de défense ou CED** est un projet d'organisation qui prévoyait la création **d'une armée européenne** avec des institutions supranationales. Il est d'initiative française.



L'idée est suggérée par **Jean Monnet et la CED est présentée par René Pleven.** Elle consisterait en une armée européenne avec des contingents allemands, et ce moins de cinq ans après la deuxième guerre mondiale. Il n'y aurait plus d'armées nationales, seulement une armée et un ministre européen de la Défense

Pour



Affiche de 1954  
Page 340



1870-71  
1914-18  
1939-45

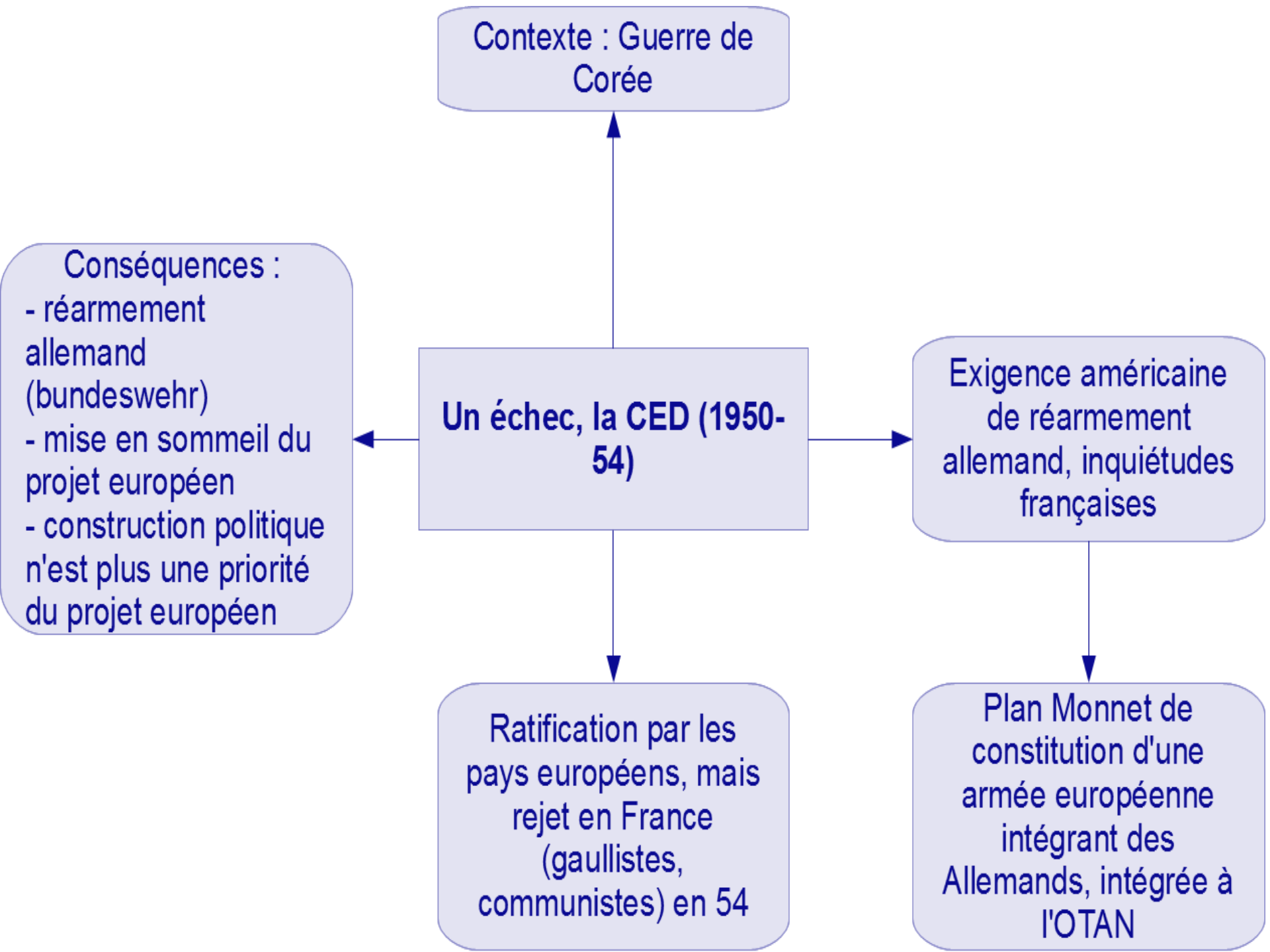
*Plus jamais ça  
avec la*

**C.E.D.**



## Affiche anti CED du PCF





<b>synthèse</b>	<b>Conseil de l'Europe</b>	<b>CECA</b>	<b>CED</b>
Point de départ	Résolution du congrès de La Haye	Declaration Schumann	Plan Pleven, ministre français
Date de fondation	1949	1951	1952
Adhérents	47 pays membres dont plusieurs pays non membres de l'UE comme la Suisse, la Turquie	6 Etats membres : futurs fondateurs de la CEE	6 Etats prévus : France, RFA, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas + USA
But	Promotion des droits de l'homme et de la coopération sur tout le continent	Organisation des industries du charbon et de l'acier	Défense commune de l'Europe en coopération avec les USA
Nature	Organisation de réflexion politique consultative	Organisation supra nationale	Organisation de coopération intergouvernementale
Bilan	Réflexion sur l'identité politique de l'Europe création d'une cour de justice comme organe de recours en matière de droits de l'homme	Redressement industriel après la 2 <sup>e</sup> guerre mondiale	Rejetée par le Parlement français en août 1954 mais réarmement allemand dans le cadre de l'UEO (accords de Paris en octobre 1954)

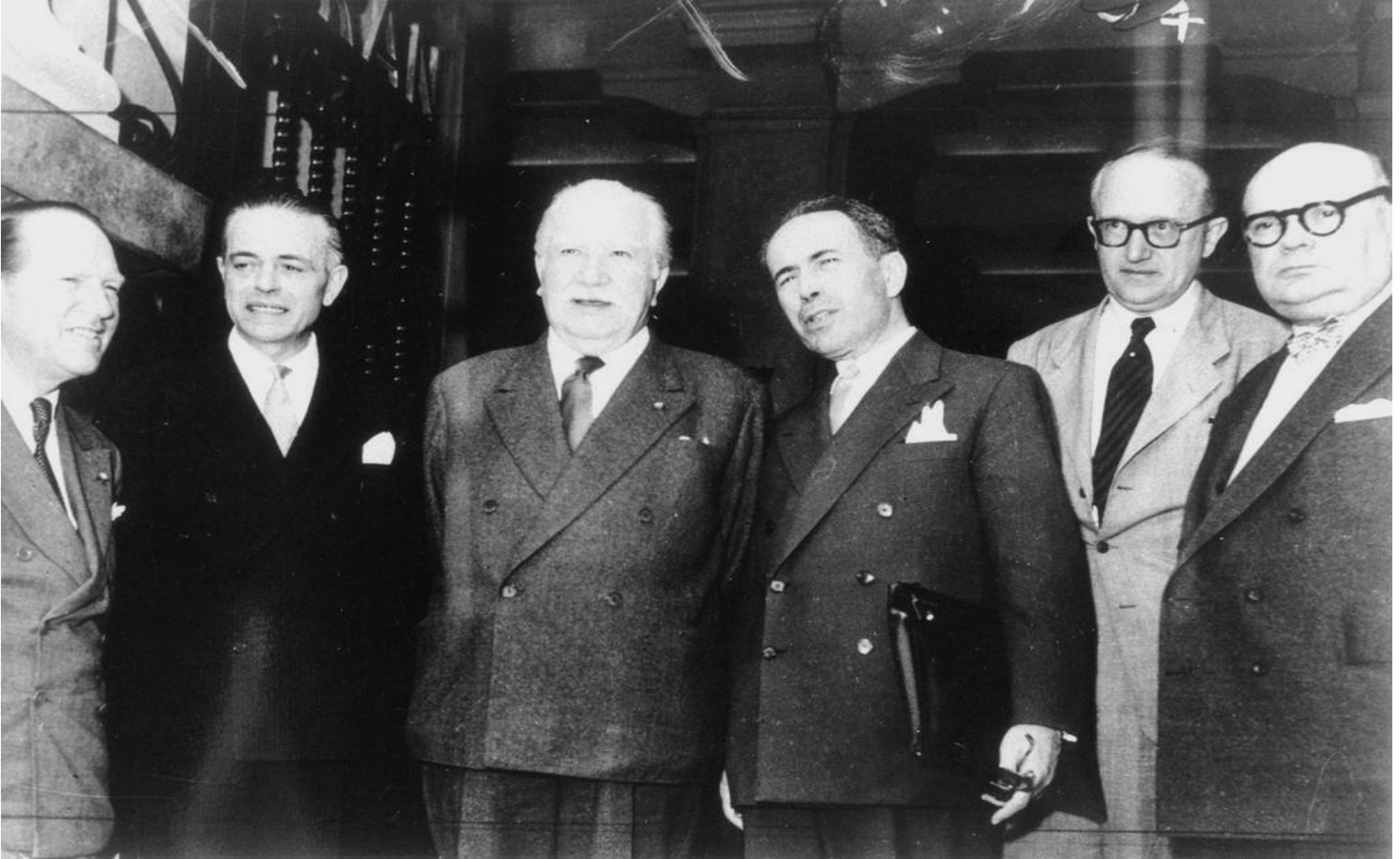
## c) La relance de la construction européenne après l'échec de la CED

**Jean Monnet, Paul-Henri Spaak (Belge) relancent la construction d'une Europe politique afin d'éviter une montée du nationalisme en France et en Allemagne.**

La conférence de **Messine** en juin 1955 désigne des experts chargés de faire des propositions concrètes qui seront ensuite validées par les gouvernements.



# La conférence de Messine 1955



Les 1er, 2 et 3 juin 1955, les ministres des Affaires étrangères des six pays membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) se réunissent à Messine pour examiner ensemble les conditions d'une relance du processus d'intégration européenne. De g. à dr. : Johan Willem Beyen (Pays-Bas), Gaetano Martino (Italie), Joseph Bech (Luxembourg), Antoine Pinay (France), Walter Hallstein (RFA) et Paul-Henri Spaak (Belgique).

## 2) Le traité de Rome rappel vidéo

### **Signature du traité de Rome 25 mars 1957**

La dimension économique est privilégiée.



Contexte : crise de Suez (1956), France qui prend conscience qu'elle n'est plus une puissance mondiale

Des institutions proches de celles de la CECA mais pas de budget propre ni de vraie supranationalité

**La relance du projet européen avec la CEE (1957)**

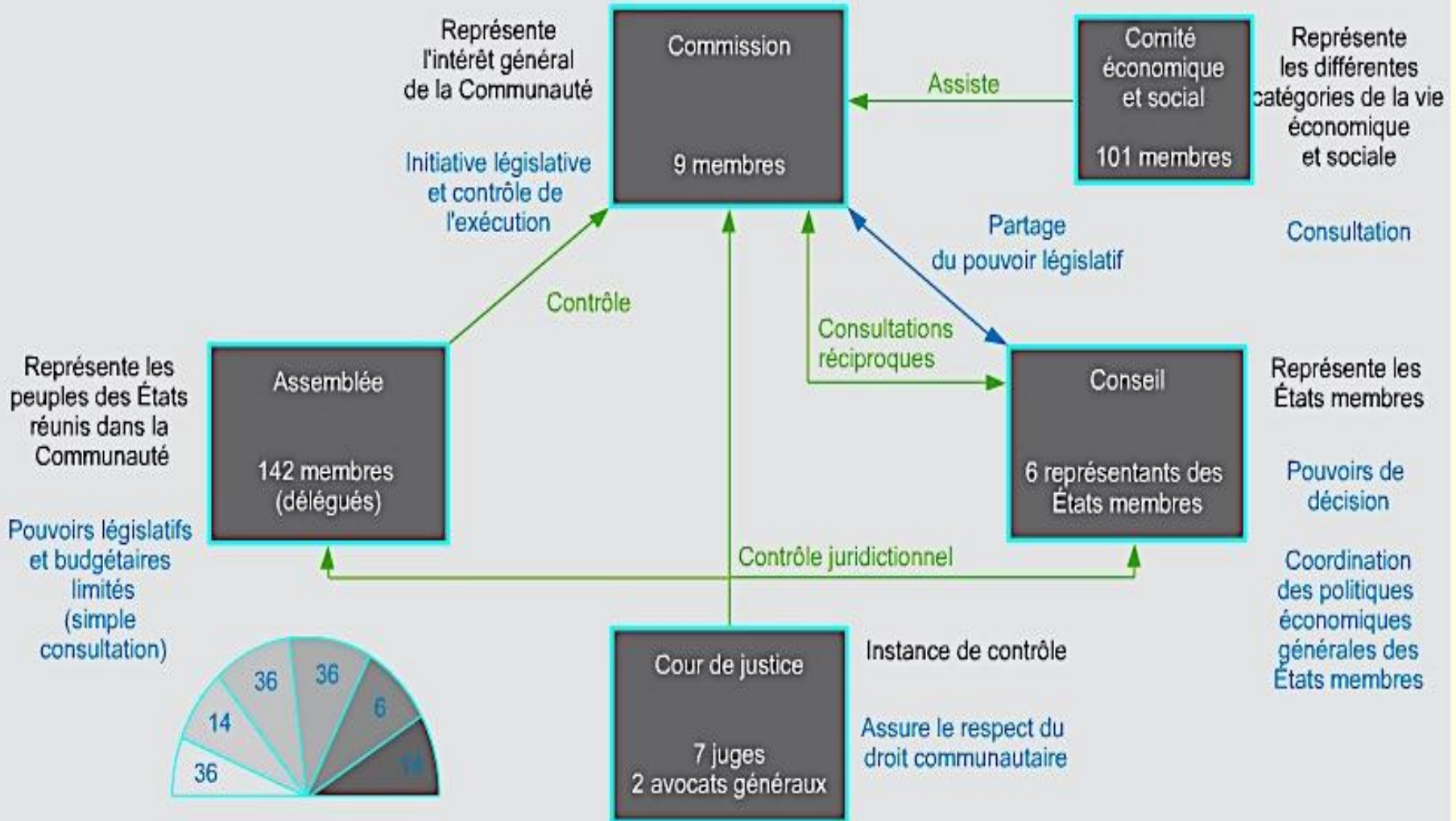
Relance du projet européen : traité de Rome, 1957

Tire les leçons de la CECA (solidarités économiques) et de la CED (pas de volet politique)

Constitution de la CEE et Euratom



# Les institutions de la Communauté économique européenne (25 mars 1957)



## **L'EUROPE UNIE POUR LE PROGRES ET POUR LA PAIX**

**« Levons enfin les frontières de l'Europe, créons une seule communauté, avec la libre circulation des hommes, des biens et du travail ». De Gasperi, un des pères fondateurs de l'Europe, Président du Conseil italien 1945-1953, démocrate-chrétien.**

**Rome, 25 mars 1957**

**SIGNATURE DES TRAITES POUR LE MARCHE COMMUN ET L'EURATOM**

# EUROPA UNITA PER IL PROGRESSO E PER LA PACE

*"Finalmente le frontiere  
in Europa vengano  
abbassate e si abbia  
una Comunità sola  
e una libera circolazione  
sia per le persone  
sia per le cose  
e soprattutto per il lavoro."*  
DE GASPERI



Roma, 25 marzo 1957

**FIRMA DEI TRATTATI  
PER IL MERCATO COMUNE E PER L'EURATOM**



**LIRE EN PAGE**

- 4. — Le débat sur le Congo à l'ONU. Ph. Ben.
- 6. — L'élection présidentielle italienne. J. d'Hospital.
- 7. — Au Proche-Orient. F. Saab, A. Scemama. — Le problème racial aux Etats-Unis. A. Clément.
- 8. — Les travaux parlementaires. A. Ballet.
- 12-13. — La vie littéraire. P.-H. Simon. — Défense de la langue française. R. Le Bidola. — Rameau à la Nationale. R. Siohan.
- 17. — Le « Dossier Oppenheimer » au théâtre. H. Poirot-Delpech, J. Amalric.
- 21. — L'assistance technique aux pays d'outre-mer. Ph. Decraene.

# Le Monde

Rédaction, Administration: 5, r. des Italiens, Paris-IX. — Directeur: Hubert BEUVE-MÉRY,

**LE NUMÉRO : 040 F**

A 10 4 r/e (mensuelles avion) : 0,45 F.  
 Maroc, 0,50 dirh.; Tunisie, 50 m.; Italie, 50 L.  
 Belgique-Luxemb., 4 fr.; Autriche, 1,50 sch.  
 Espagne, 6 pesetas; Allemagne, 0,45 DM;  
 Grande-Bretagne, 1 sh.; Pays-Bas, 0,40 G.  
 Portugal, 6 escudos; Suisse, 0,40 franc.

Tarif des abonnements en page 2

**COMPTE CHEQUE POSTAL :**

PARIS N° 4207-23

Adresse télégraph. : JOURMONDE-PARIS

Tél : PRO 91-29

## APRÈS D'ULTIMES NÉGOCIATIONS NOCTURNES A BRUXELLES

### « A L'ARRACHÉ »

# Un accord est intervenu entre les Six pour l'ouverture du Marché commun des céréales le 1<sup>er</sup> juillet 1967

L'Allemagne a accepté le prix du blé prévu par le plan Mansholt sans exiger de compensations supplémentaires

Pour la troisième fois en l'espace de trois ans l'Europe émerge des tempêtes de Bruxelles, déjouant les pronostics pessimistes. Pour la troisième fois, c'est « à l'arraché », après des nuits de fièvre, que les Six font sauter les « verrous » agricoles bloquant l'avancée du Marché commun.

Le scénario a été corsé cette fois-ci par le parachutage en pleine nuit de M. Couve de Mur-



### 3) Les crises des années 60 et la relance des années 70

De Gaulle refuse une Europe fédérale ou supranationale, il refuse aussi l'entrée du Royaume Uni dans la CEE.

*Köhler, Frankfurter Allgemeine Zeitung, 26 janvier 1967.*



Construire l'Europe, c'est-à-dire l'unir, c'est évidemment quelque chose d'essentiel. (...) Seulement dans un pareil domaine, il faut procéder, non pas suivant des rêves, mais d'après des réalités. Or, quelles sont les réalités de l'Europe ? Quels sont les piliers sur lesquels on peut la bâtir ? En vérité, ce sont des États qui sont, certes, très différents les uns des autres, qui ont chacun son âme à soi, son histoire à soi, mais des États qui sont les seules entités qui aient le droit d'ordonner et l'autorité pour agir. Se figurer qu'on peut bâtir quelque chose qui soit efficace pour l'action et qui soit approuvé par les peuples en dehors et au-dessus des États, c'est une chimère (...). Il est vrai qu'on a pu instituer certains organismes plus ou moins extra-nationaux. Ces organismes ont leur valeur technique, mais ils n'ont pas, ils ne peuvent pas avoir, d'autorité et, par conséquent, d'efficacité politique. (...) Encore une fois, il est tout naturel que les États de l'Europe aient à leur disposition des organismes spécialisés pour les problèmes qui leur sont communs, pour préparer et au besoin pour suivre leurs décisions, mais ces décisions leur appartiennent. Elles ne peuvent appartenir qu'à eux et ils ne peuvent les prendre que par coopération.

Charles de Gaulle, conférence de presse, 5 septembre 1960, *Discours et messages*, Plon, 1970.

## Explications vidéo très longue conférence de presse 27 ème minute

De Gaulle oppose **un double refus** à l'entrée du Royaume-Uni en opposant son **veto en 1963 et 1967**. Pour De Gaulle faire entrer le Royaume-Uni dans la CEE c'est faire rentrer un « **cheval de Troie** » **américain**. Il considère que le Royaume-Uni est **trop atlantiste** et est davantage **tourné vers le Commonwealth** et vers les États-Unis que vers l'Europe continentale.

## **Document 5 : L'idée gaullienne de l'Europe**

« Ces opposants nous disent : « Vous voulez faire l'Europe des patries; nous voulons, nous faire l'Europe supranationale », comme s'il suffisait d'une formule pour confondre, ensemble, ces entités puissamment établies qui s'appellent les peuples et les Etats. [...]

Je m'excuse, Messieurs les journalistes, vous allez être peut-être assez étonnés mais je n'ai jamais, quant à moi; dans aucune de mes déclarations, parlé de l'Europe des patries, bien qu'on prétende toujours que je l'ai fait.

Ce n'est pas, bien sûr, que je renie, moi, la mienne ; bien au contraire, je lui suis attaché plus que jamais, et d'ailleurs, je ne crois pas que l'Europe puisse avoir aucune réalité vivante si elle ne comporte pas la France avec ses Français, l'Allemagne avec ses Allemands, l'Italie avec ses Italiens, etc. Dante, Goethe, Chateaubriand appartiennent à toute l'Europe dans la mesure où ils étaient respectivement et éminemment Italien, Allemand et Français. Ils n'auraient pas beaucoup servi l'Europe s'ils avaient été des apatrides et s'ils avaient pensé, écrit en quelque espéranto ou volapuk intégrés... »

Source : Conférence de presse du général de Gaulle, 15 mai 1962

**Étude pages 344 345**

## 4) Après de Gaulle...

Après le départ de de Gaulle, Pompidou choisit la souplesse, avec l'appui du chancelier allemand, Willy Brandt, surtout préoccupé par l'ostpolitik. Au **sommet de La Haye (1969)**, **il accepte l'entrée du RU** dans le cadre d'un triptyque « achèvement, élargissement, approfondissement. »

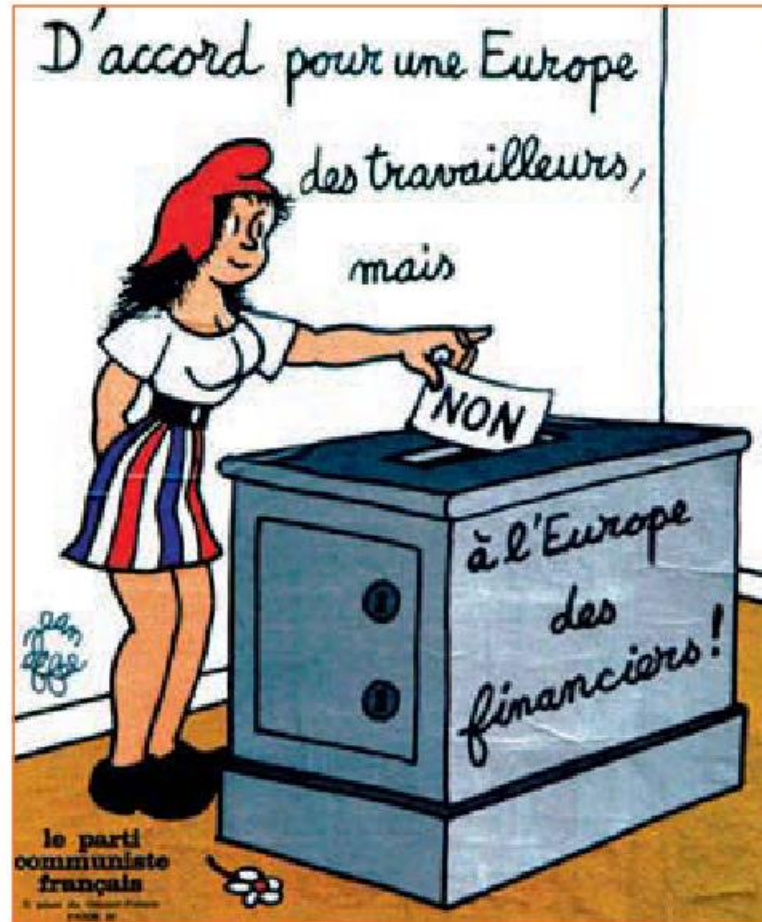
# Le sommet de La Haye 1969



Le 1er décembre 1969, réunis à l'occasion du sommet de La Haye, les chefs d'État ou de gouvernement des Six posent pour la traditionnelle photo de famille. Au premier rang (de g. à dr.): Mariano Rumor, Willy Brandt, Georges Pompidou, Piet de Jong, Gaston Eyskens, Jacques Chaban-Delmas et Pierre Werner. 2e rangée de gauche à droite: Aldo Moro, Gaston Thorn, Maurice Schumann, Pierre Harmel, Joseph Luns, Walter Scheel. Source: *Sommet de La Haye*. La Haye: Keystone, 2/12/1969. Noir et blanc.



# MAIS



## Une affiche du PCF pour le « Non » en 1972.

L'enjeu du référendum porte sur l'élargissement de la CEE au Royaume-Uni, au Danemark et à l'Irlande.



Institutions	Origine	Objectif	Organisation	Portée
<b>OECE</b> (1948-1961)	Gérer l'argent du plan Marshall (1948).	Reconstruire matériellement et économiquement l'Europe après la Seconde Guerre mondiale.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conseil de l'OECE représentant tous les États membres.</li> </ul>	Inscription des États membres dans le bloc de l'Ouest.
<b>Conseil de l'Europe</b> (depuis 1949)	Congrès de La Haye (mai 1948).	Veiller au développement de la démocratie et au respect des droits de l'homme sur le continent européen.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Comité des ministres des Affaires étrangères des États membres.</li> <li>• Assemblée parlementaire.</li> <li>• Cour européenne des droits de l'homme.</li> </ul>	Ses décisions n'ont pas l'obligation d'être adoptées par les États membres, mais le Conseil est devenu le garant symbolique du respect du droit en Europe.
<b>CECA</b> (1951-1992)	Déclaration Schuman (9 mai 1950), inspirée par Jean Monnet.	Mise en commun des productions et de la vente du charbon et de l'acier.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Haute Autorité.</li> <li>• Assemblée parlementaire dont les membres sont nommés par les parlements nationaux.</li> </ul>	Allemagne, Belgique, France, Luxembourg, Italie, Pays-Bas partagent leur souveraineté nationale sur un cas concret.
<b>CEE</b> (1957-1992)	Traités de Rome (CEE et Euratom)	Création d'un Marché commun. Coordination d'une recherche nucléaire commune.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Commission européenne sous l'autorité du Conseil européen des chefs d'État et de gouvernement (Bruxelles).</li> <li>• Parlement européen (Bruxelles et Strasbourg).</li> <li>• Cour de justice (Luxembourg).</li> </ul>	Les six États de la CECA, puis élargissements progressifs jusqu'à 12 États en 1992. Mise en pratique de la codécision et du partage de souveraineté.

Eire

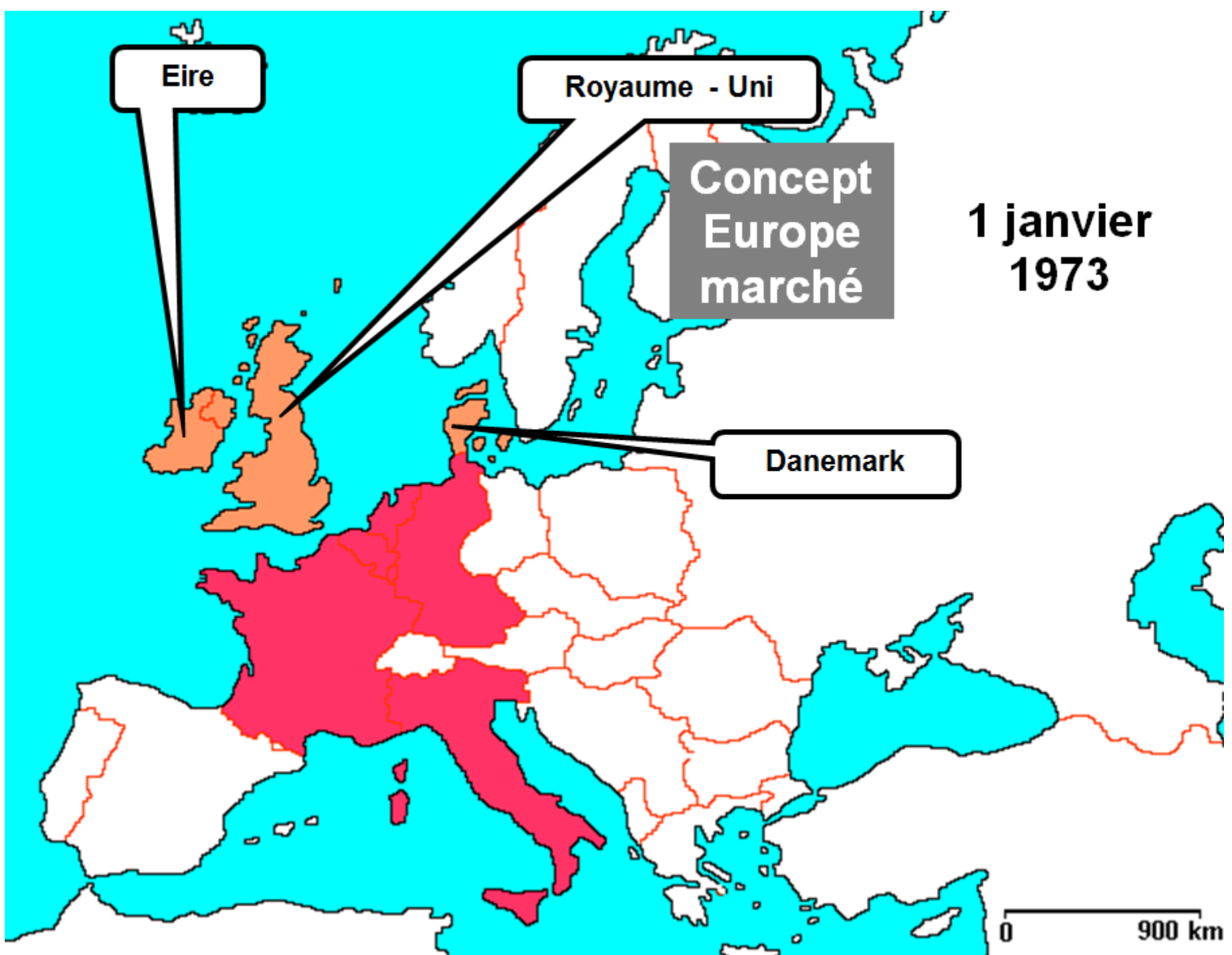
Royaume - Uni

Concept  
Europe  
marché

1 janvier  
1973

Danemark

0 900 km



## II Les années 70 90 des atouts mais également des incertitudes.

### 1) L'Europessimisme .

Margaret Thatcher au Conseil européen selon Plantu (1987)



**Margaret Thatcher critique les subventions versées par la PAC à l'agriculture, le RU négocie sa participation au budget de l'Europe.**

# Le conseil européen de Fontainebleau 1984



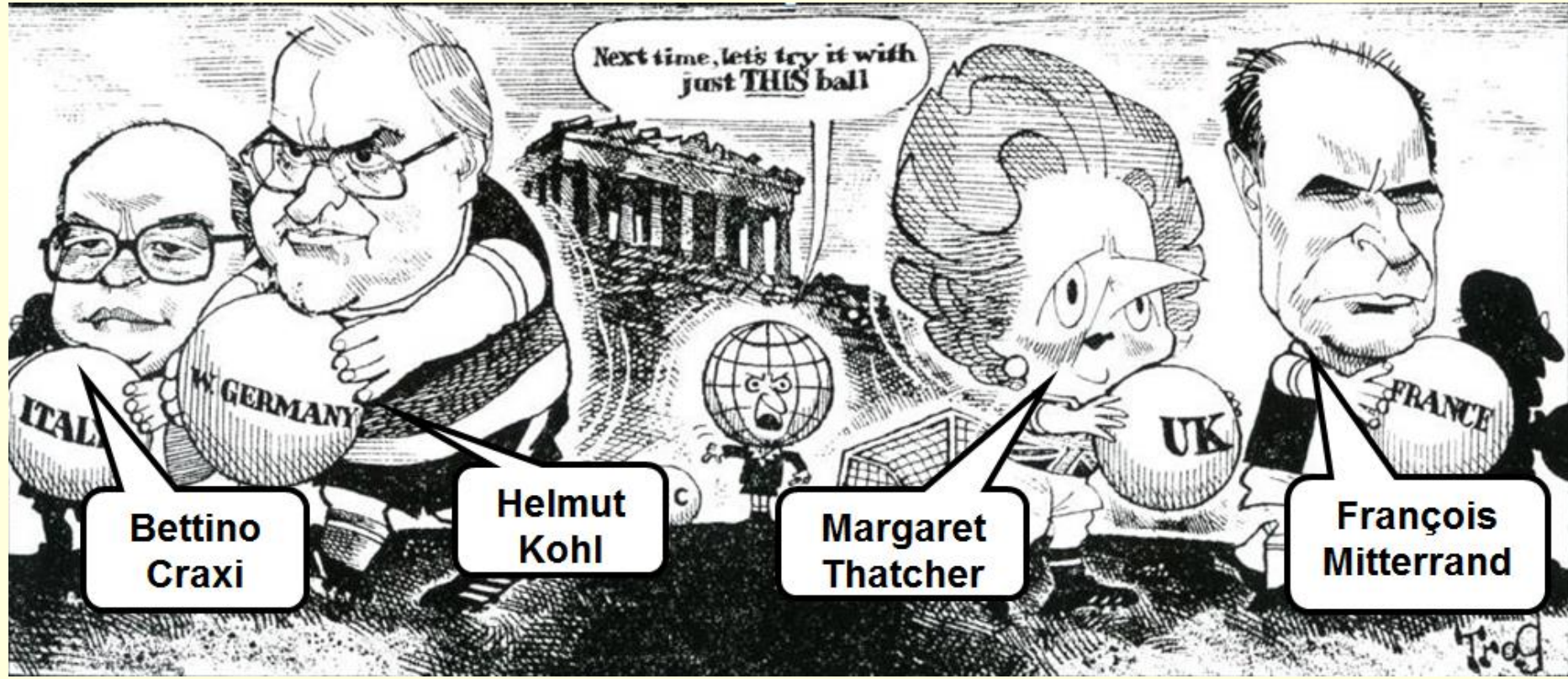
Le Conseil européen de Fontainebleau des 25 et 26 juin 1984 **souligne la nécessité d'adopter des mesures propres à renforcer et à promouvoir l'identité et l'image de la Communauté européenne auprès de ses citoyens et dans le monde**



# Vague d'euroscepticisme ( 1979 – 1984)

Sommet de fontainebleau, 1984 = relance

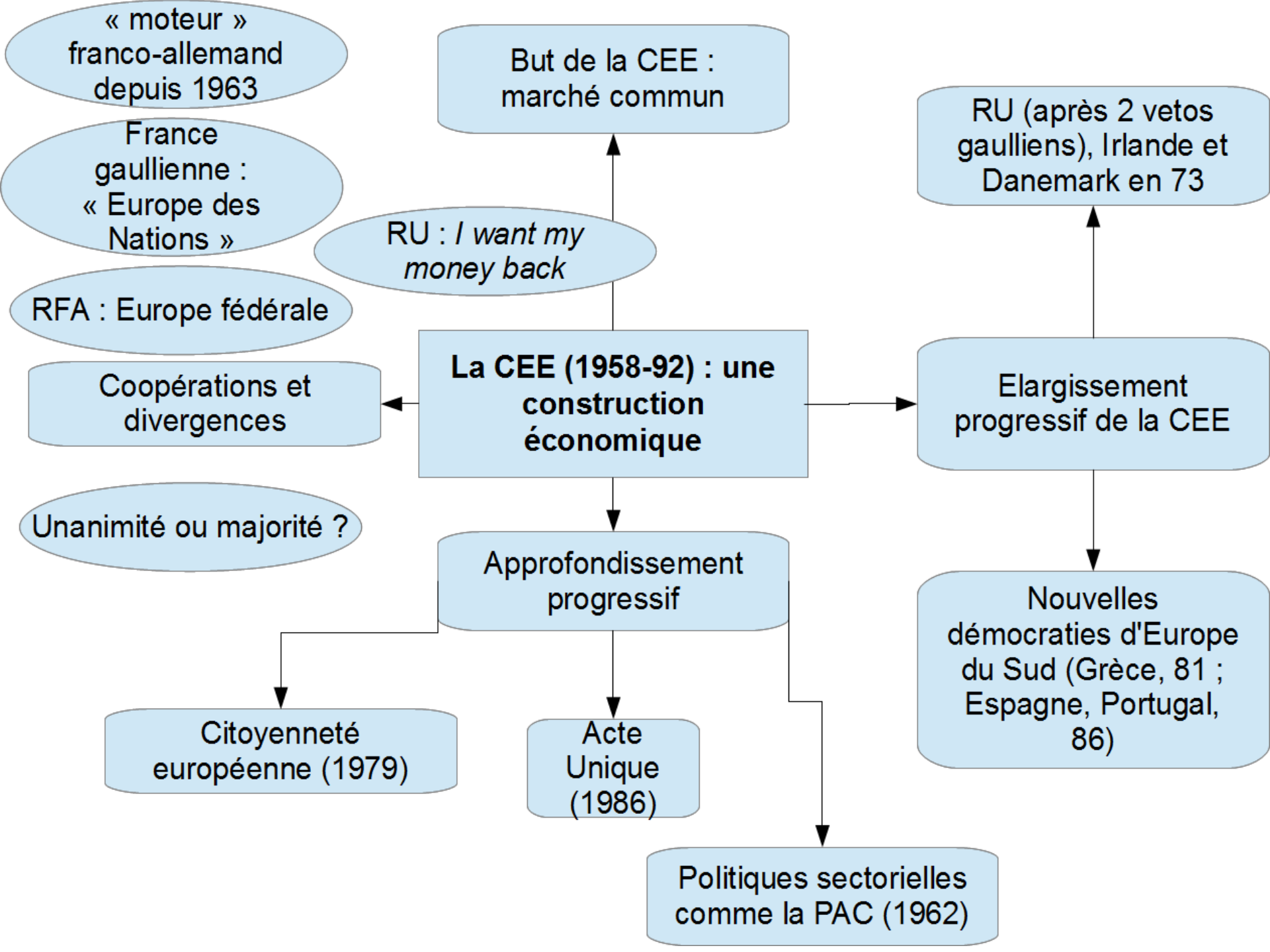
*Dessin du caricaturiste britannique Trog paru en 1984*



## 2) L'acte unique européen 1986 [vidéo](#)



**L'acte unique modifie le traité de Rome approfondit les objectifs et ouvre la voie à la réalisation du marché unique.**





**1950 (9 mai) : déclaration Schuman**, inspirée par Jean Monnet

**1951 (avril) : signature du traité de Paris qui crée la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA).**

**1957 (25 mars) : signature du traité de Rome** qui fonde la CEE, Communauté Économique Européenne (Europe des 6).

**1973 : adhésion du Royaume-Uni, de l'Irlande et du Danemark à la CEE.**

**1981 : adhésion de la Grèce à la CEE.**

**1986 : adhésion de l'Espagne et du Portugal à la CEE.**

**1985/ 1995 : signature des accords de Schengen**, refusés par le Royaume-Uni et l'Irlande (y ont en revanche adhéré : Norvège, Islande) : **libre circulation des personnes à l'intérieur de la Communauté.**

**1992 : signature du traité de Maastricht** qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 1993. Création de l'Union Européenne (UE) et de l'UEM (Union Économique et Monétaire) ; notion de **citoyenneté européenne.**

**1995 : adhésion de l'Autriche, la Suède, la Finlande à l'UE. Europe des 15.**

**2002 (1<sup>er</sup> janvier) : mise en circulation des pièces et billets en euro.** La monnaie unique est refusée par le Royaume-Uni, le Danemark et la Suède.

**2002 (décembre) : Traité de Copenhague**, qui prévoit l'adhésion à l'Europe de 10 nouveaux États.

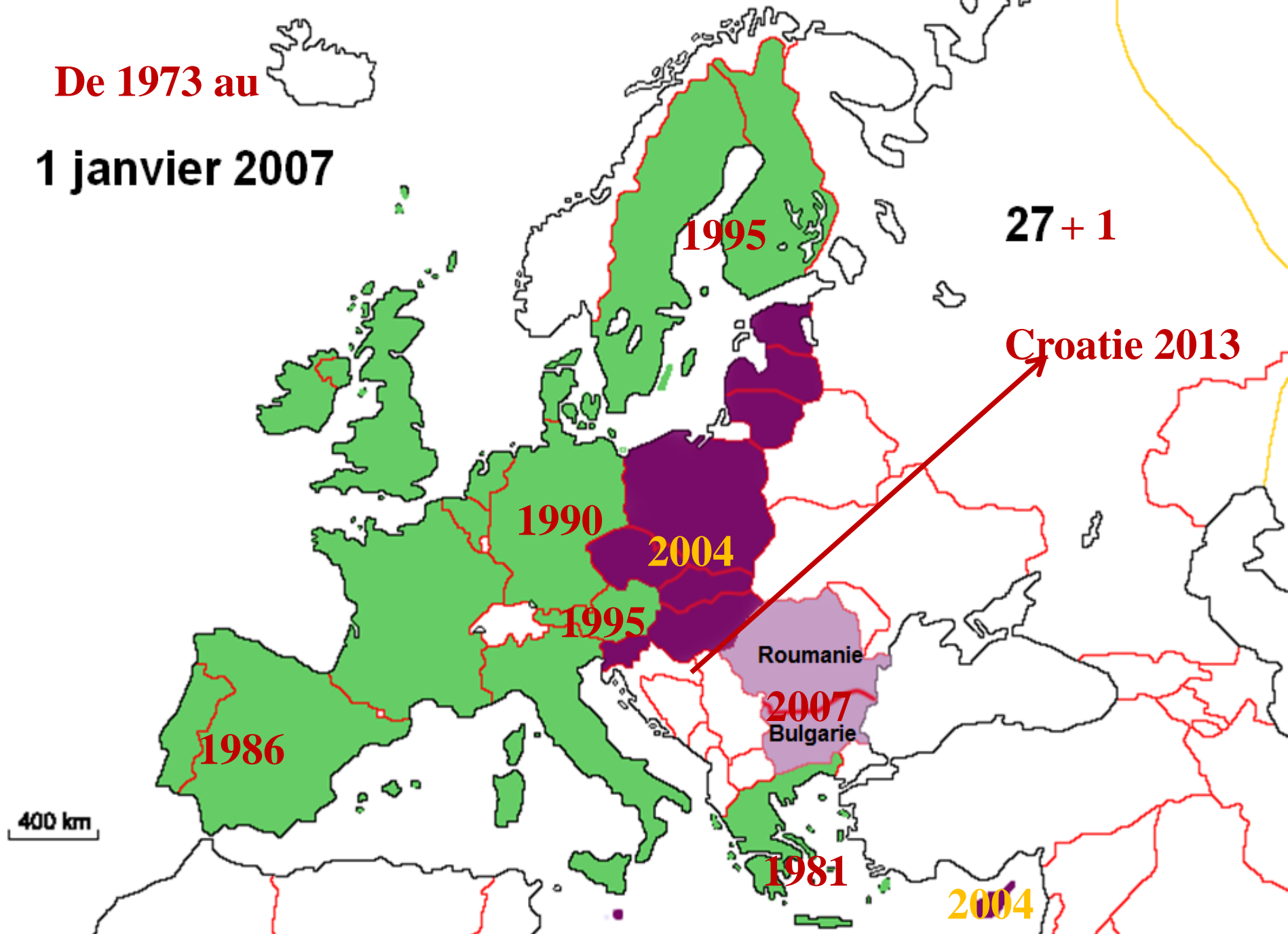
**2004 (1<sup>er</sup> mai) : adhésion de dix nouveaux États** (Pologne, Hongrie, République Tchèque, Slovaquie, Slovénie, Lettonie, Lituanie, Estonie, Chypre et Malte).

**1<sup>er</sup> janvier 2007** : Entrée de la Bulgarie et de la Roumanie dans l'Union Européenne.

**Décembre 2011**: La Croatie signe le traité de UE, son entrée le 1<sup>er</sup> juillet 2013

De 1973 au

1 janvier 2007



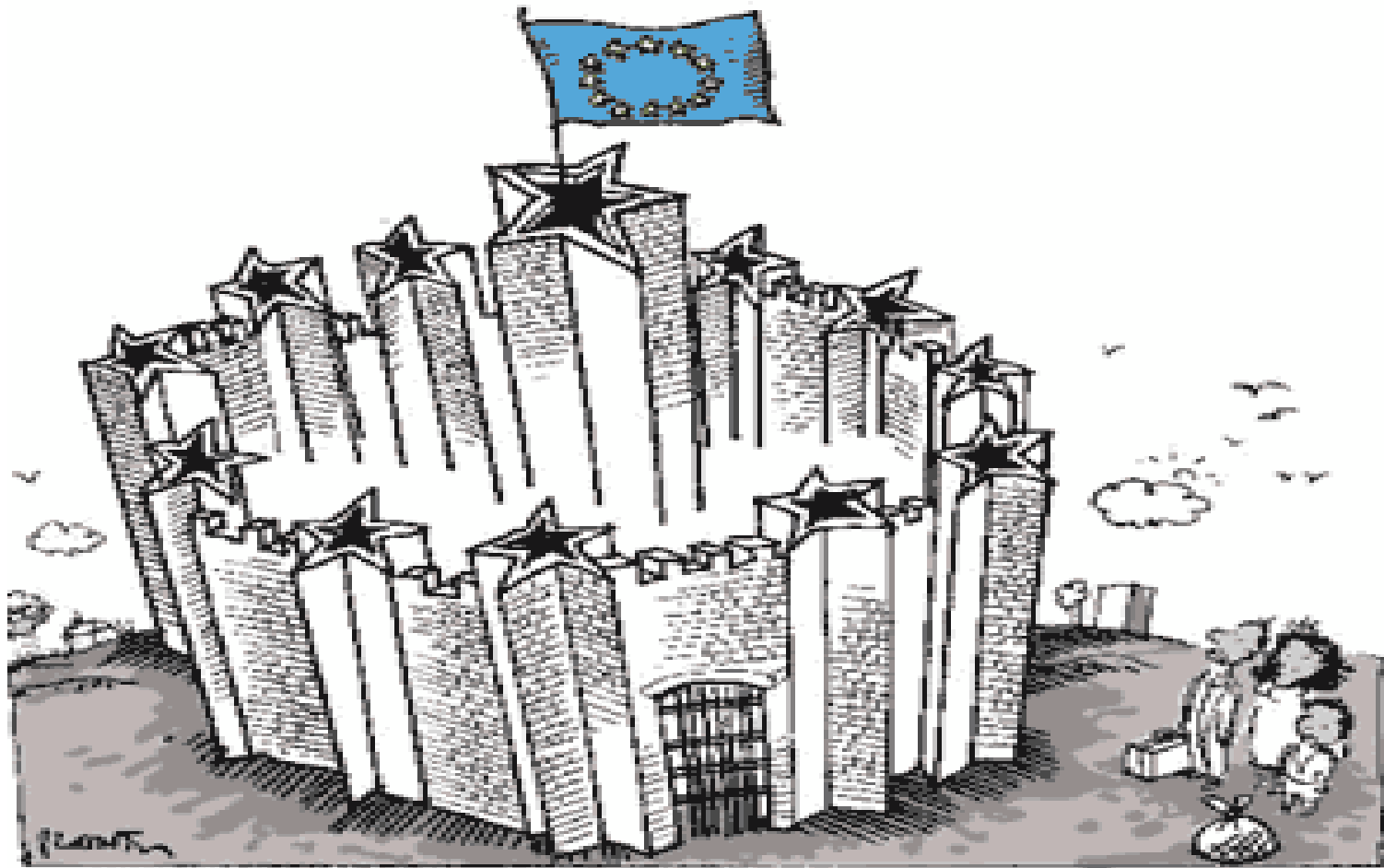
27 + 1

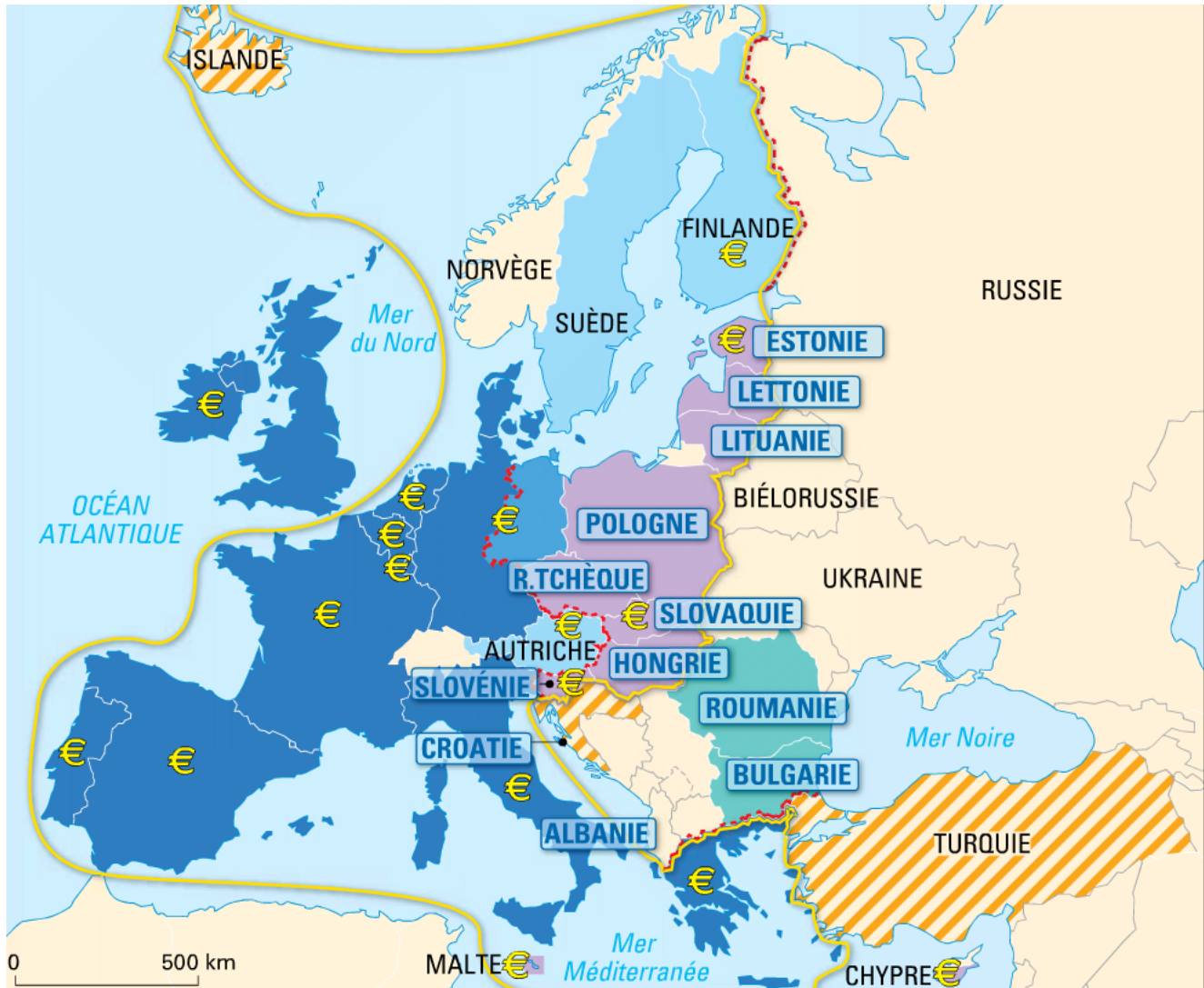
Croatie 2013

400 km

### 3) De Schengen à Lisbonne (rappels, en théorie les élèves ont des préacquis)

**Un espace ouvert ou ...une forteresse ?**





**L'Europe au lendemain de la Guerre froide**

..... Rideau de fer demantelé en 1989

**HONGRIE** États admis au sein de l'OTAN depuis 1999

**De la CEE à 12 à l'UE à 27**

- CEE en 1989
- Allemagne de l'Est en 1990
- Adhésion en 1995
- Adhésion en 2004
- Adhésion en 2007
- Négociations d'adhésion








**Les dynamiques de l'approfondissement**

- Zone Euro
- Espace Schengen

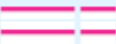

# L'espace Schengen, élargissements successifs

situation au 1<sup>er</sup> janvier 2011


## Date d'application des accords de Schengen

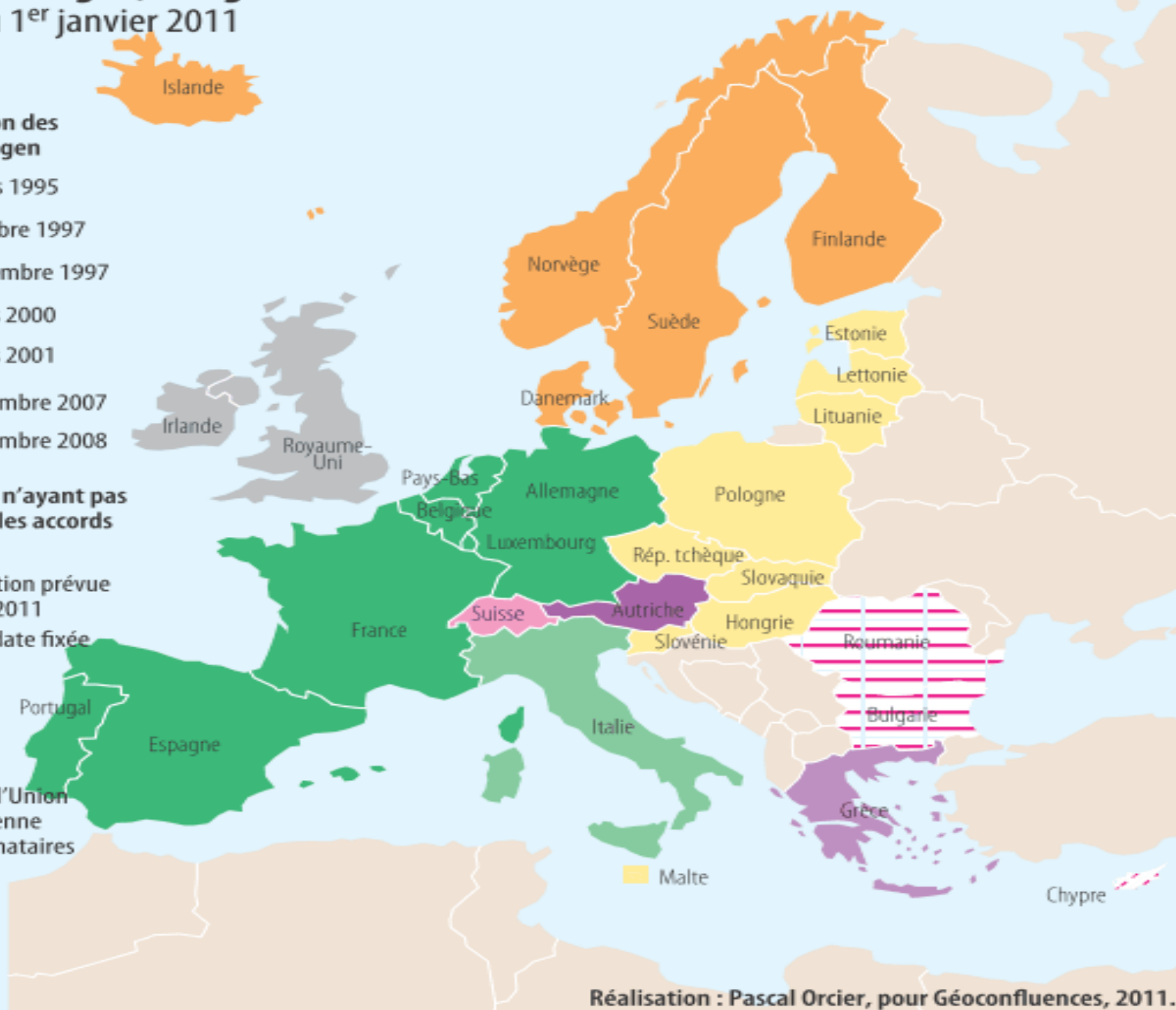
	26 mars 1995
	26 octobre 1997
	1 <sup>er</sup> décembre 1997
	26 mars 2000
	25 mars 2001
	21 décembre 2007
	12 décembre 2008

## Etats signataires n'ayant pas encore appliqué les accords de Schengen

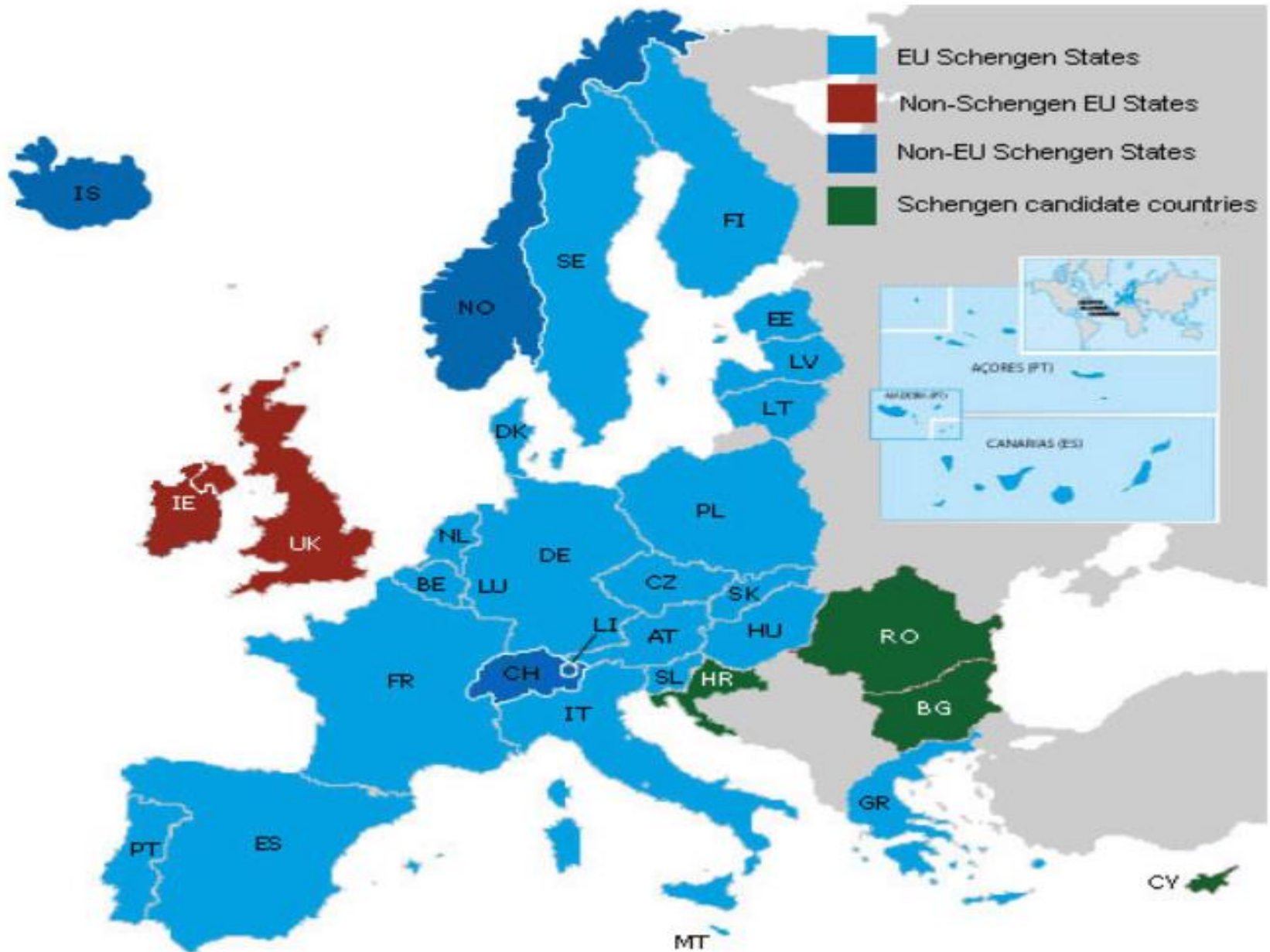
	Application prévue à la mi 2011
	Pas de date fixée

## Etats non signataires

	Etat de l'Union européenne non signataires
--	--



# Schengen Area as of 1/7/2013





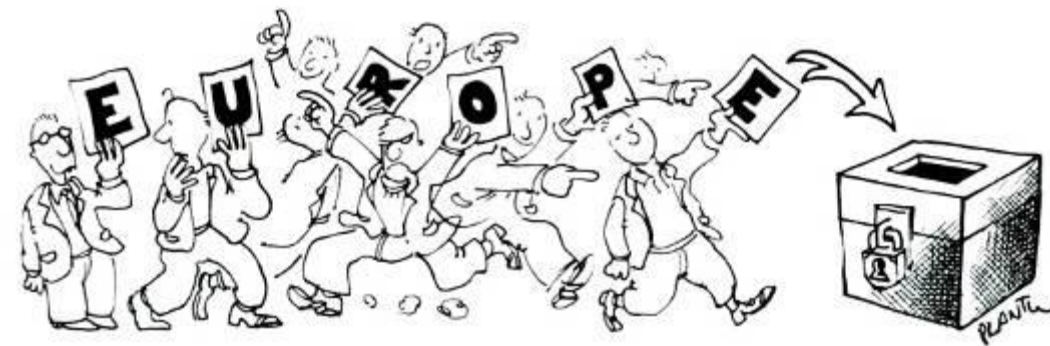
# Maastricht 1992 vidéo



## -Fondation de l'Union Européenne

Il la définit comme reposant sur trois piliers : les Communautés européennes, la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la coopération policière et judiciaire en matière.

- Union monétaire européenne: vers l'Euro
- Limitation de l'inflation
- Limitation du déficit budgétaire
- Projet d'une constitution européenne



*Caricature de  
Plantu parue dans  
le journal La  
Monde au moment  
du référendum sur  
le traité de  
Maastricht, 1992*

## Approfondissement

Après le traité de Maastricht, le projet politique piétine. Les traités d'Amsterdam (1997) et de Nice (1999) tentent d'améliorer le fonctionnement de l'Europe mais ne réalisent que des ajustements marginaux.

les Européens lancent un projet de **constitution européenne**, préparée par une convention que préside Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République française. Mais le texte est rejeté en 2005 par référendum aux Pays-Bas et en France



# Vers la constitution européenne



*Caricature parue à la Une du Courrier international, le 25 juin 2003*

**Mai 2005**



LUNDI 30 MAI 2005 - QUOTIDIEN ÉDITION N° 3483 - WWW.LIBERATION.FR

Au moins un mort et huit blessés dans une nouvelle flambée de violence à Perpignan page 19

**Libération**

Le jour le plus  
**NON**

**54,86% contre la Constitution\***

Les Français ont voté en masse (69,74%\*)

Chirac promet une «nouvelle impulsion»

La gauche et la droite sont fracturées

L'Union poursuit le processus de ratification



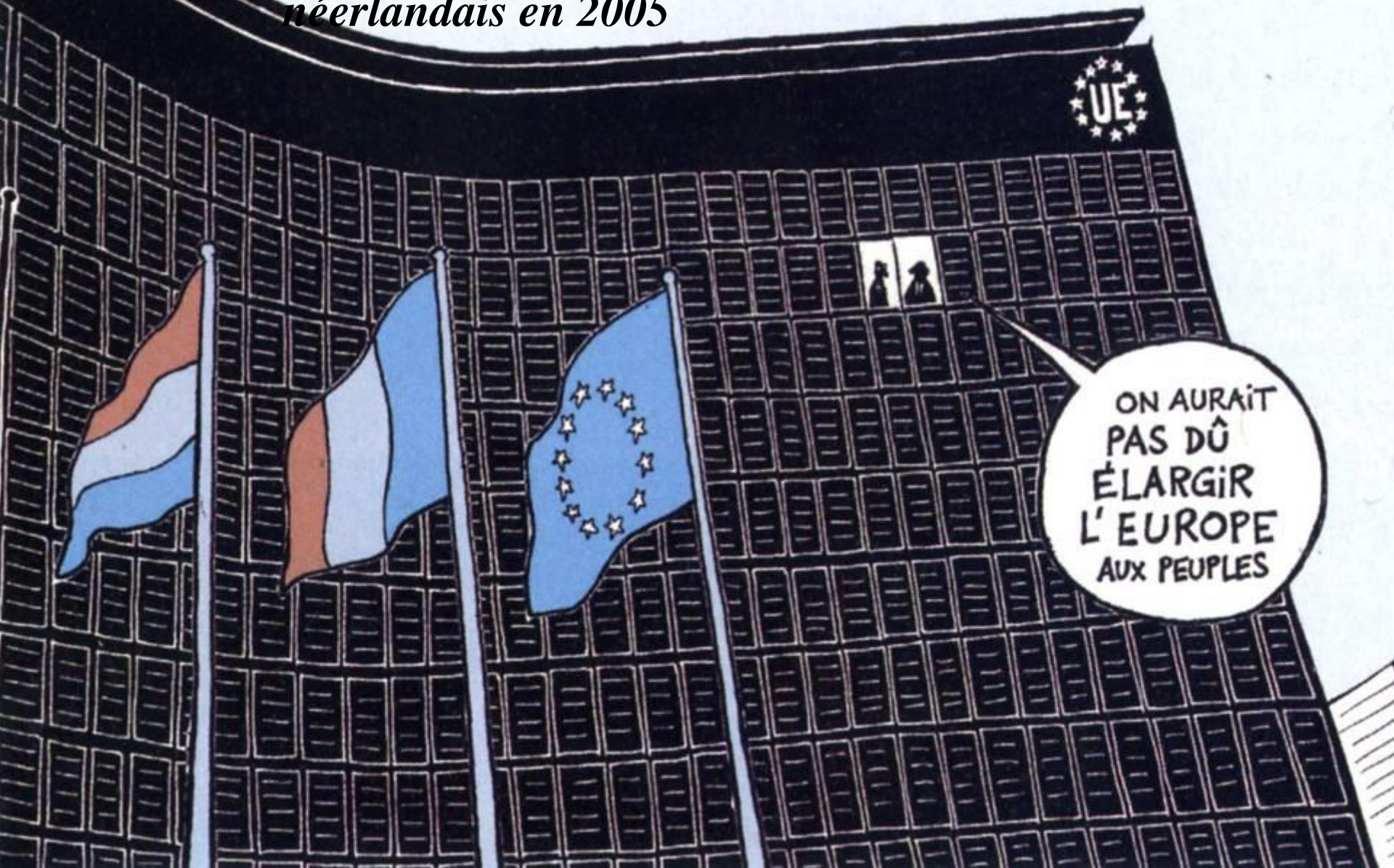
Enlevés depuis  
**145 jours**

Lire page 16

\*Selon une tribune publiée le 19/05



*Caricature de Chappatte parue dans « Le Temps » après les référendums français et néerlandais en 2005*





# Le traité de Lisbonne décembre 2007 vidéo

## Le traité de Lisbonne



**Un président stable permanent du Conseil européen pour représenter l'UE sur la scène mondiale**

Elu par les dirigeants des 27 pays membres pour **2,5 ans**, renouvelable une fois

La rotation continue pour la présidence des **conseils des ministres** autres que ceux des Affaires étrangères

**Un Haut représentant de l'UE pour la politique étrangère et la sécurité**

Pouvoirs renforcés

Egalement **vice-président** de la Commission européenne



### Commission européenne



Chaque Etat membre garde "son" commissaire désigné pour 5 ans

### Pouvoirs des parlements accrus



**Parlement européen**  
Directement élu par les citoyens de l'UE. Rôle renforcé dans le domaine de la législation, du budget et des accords internationaux



**Parlements nationaux**  
Consultés sur les projets de loi européens

### Prises de décision facilitées

*Droit de veto limité*

**Majorité qualifiée étendue**, notamment sur la coopération judiciaire et policière. **Unanimité** pour la politique étrangère, la fiscalité, la politique sociale...  
Exception pour le Roy.-Uni et l'Irlande

#### Vote

Approbation des lois par au moins **55% des Etats membres** représentant au moins **65% de la population**.  
Application différée à 2014, voire 2017



### Nouveaux droits

#### Charte des droits fondamentaux

Devient **contraignante**  
Exception pour la Pologne et le Roy.-Uni

### Nouvelles politiques communes

Energie, réchauffement climatique, services publics, concurrence "non faussée". Introduction d'une "clause sociale"

**Clause de sortie** : Possibilité pour un pays de **quitter l'UE** après négociations avec ses partenaires

Le traité de Lisbonne est entré finalement en vigueur **le 1<sup>er</sup> décembre 2009**, mettant fin à plusieurs années de négociations sur des questions institutionnelles.

Le traité modifie les traités CE et UE en vigueur, mais ne les remplace pas. Il **dote l'Union du cadre juridique et des moyens nécessaires pour faire face aux enjeux futurs et répondre aux attentes des citoyens.**

## Le traité de Lisbonne et les peuples

Si l'on peut se féliciter de l'existence du traité, la manière dont il va être « vendu » aux opinions publiques est déplorable. Le mot d'ordre est d'éviter les référendums – excepté en Irlande, où il est imposé par la Constitution. La France et les Pays-Bas n'envisagent pas de soumettre le nouveau traité à un référendum, leurs électeurs ayant rejeté le précédent.

Les politiques n'ont pas encore perçu le principal problème actuel de la construction européenne : l'éloignement croissant des opinions publiques vis-à-vis de l'intégration. L'abstention de plus en plus importante lors des élections européennes et les enquêtes d'opinion de l'Eurobaromètre sont des signes tangibles de désenchantement. Le divorce entre les opinions publiques et le projet européen va s'aggraver si les hommes politiques continuent à tromper les gens. Construire l'Europe à rebours des citoyens est le chemin le plus court vers le désastre.

Francisco Sarsfield Cabral, article paru dans le quotidien portugais *Público*, traduit par *Courrier international* n° 886, 25-30 octobre 2007.

# Pour les curieux



## Parlement européen

Seul organe européen élu par les citoyens.

Représente les 500 millions de citoyens de l'Union européenne.

Rôle clé dans l'élection du Président de la Commission européenne. Partage la compétence sur le budget de l'Union européenne et la législation avec le Conseil de l'Union européenne.

**Strasbourg**

# 751 députés européens

## Sièges par pays en 2014

21	17	21	13	96	6	11	21	54	74	11	73	6	8	11	6	21	6	26	18	51	21	32	8	13	13	20	73
BELGIQUE	BULGARIE	RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	DANEMARK	ALLEMAGNE	ESTONIE	IRLANDE	GRÈCE	ESPAGNE	FRANCE	CROATIE	ITALIE	CHYPRE	LETTONIE	LITUANIE	LUXEMBOURG	HONGRIE	MALTE	PAYS-BAS	AUTRICHE	POLOGNE	PORTUGAL	ROUMANIE	SLOVÉNIE	SLOVAQUIE	FINLANDE	SUÈDE	ROYAUME-UNI





## Commission européenne

**Bruxelles**

Organe exécutif de l'Union européenne, responsable de la proposition et mise en application des lois européennes, du suivi des traités et de la gestion quotidienne de l'Union européenne.



## Conseil de l'Union européenne

**Bruxelles**

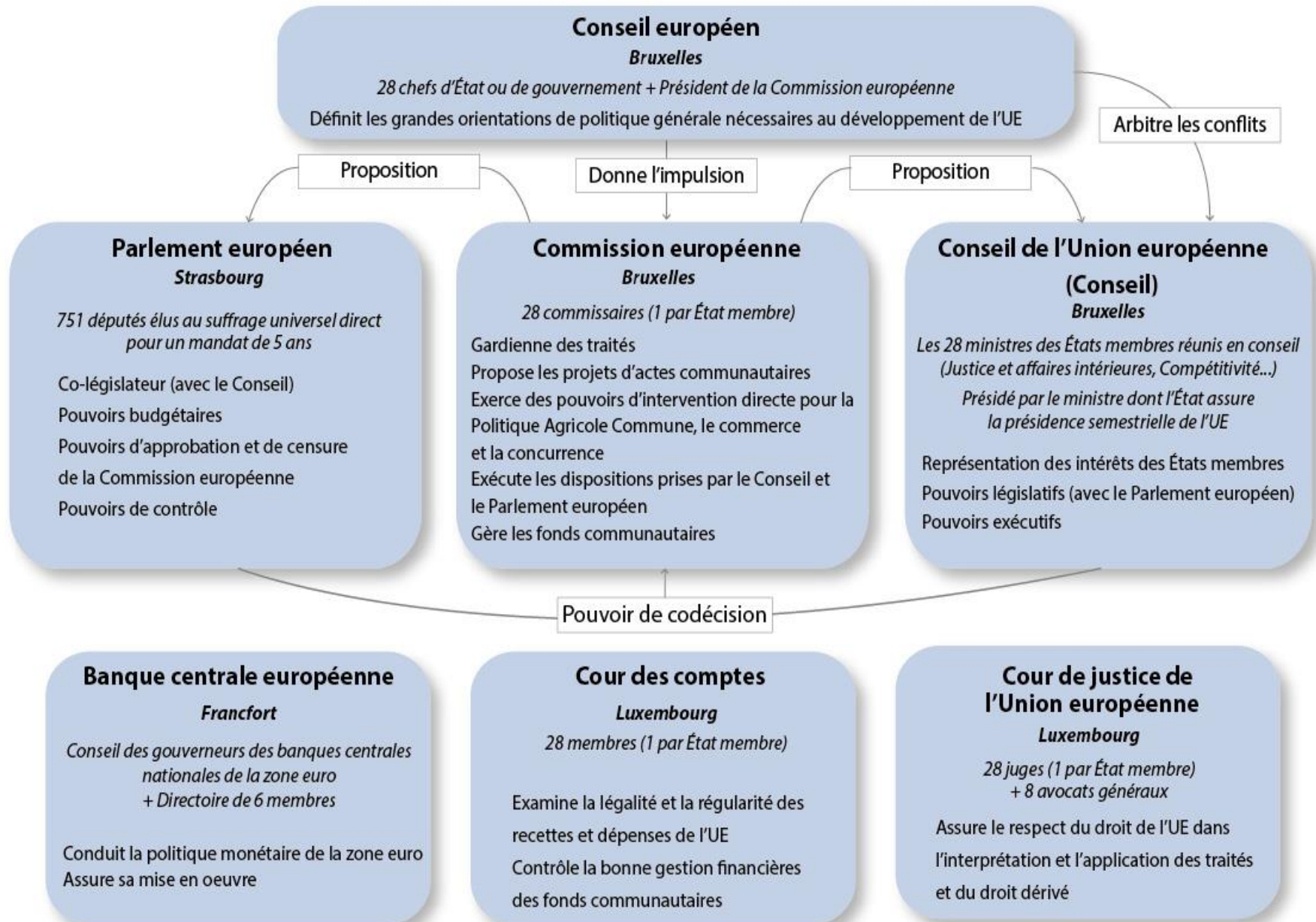
Composé des ministres des gouvernements.  
Partage les compétences budgétaires et législatives avec le Parlement européen.

## Conseil européen

**Bruxelles**

Composé des chefs d'Etat ou de gouvernement des Etats membres.  
Organe stratégique qui décide des grandes orientations politiques de l'Union européenne.

# Les principales institutions de l'Union européenne



## Quelques vidéos pour les curieux

<http://actu-politique.info/les-institutions-europeennes-t14278.html>

[http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2014/05/19/comprendre-enfin-les-institutions-de-l-union-europeenne\\_4421210\\_4355770.html](http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2014/05/19/comprendre-enfin-les-institutions-de-l-union-europeenne_4421210_4355770.html)

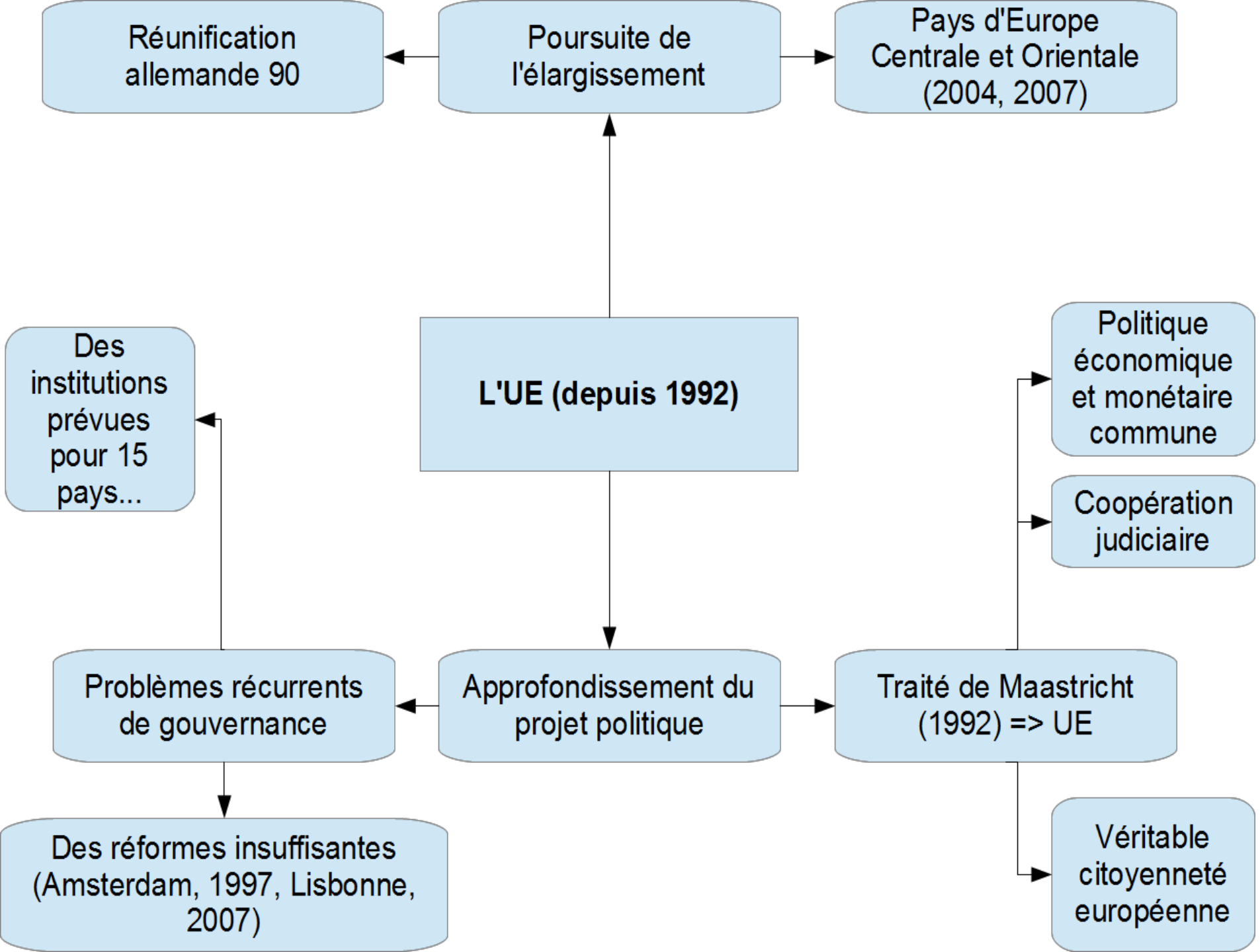
## **A distribuer**

- 1. Une Europe plus démocratique et plus transparente:** le Parlement européen et les parlements nationaux **voient leur rôle renforcé**, les citoyens peuvent plus facilement faire entendre leur voix et il est plus aisé de savoir qui fait quoi au niveau européen et national.
- 2. Une Europe plus efficace:** l'UE se dote de méthodes de travail et de règles de vote simplifiées et d'institutions modernes permettant le bon fonctionnement d'une Union à 27 et sa capacité d'action est améliorée dans les domaines qui figurent aujourd'hui au premier rang de ses priorités.

**3. Une Europe des droits et des valeurs, de la liberté, de la solidarité et de la sécurité,** qui promeut les valeurs de l'Union, intègre la Charte des droits fondamentaux dans le droit européen primaire, prévoit de nouveaux mécanismes de solidarité et garantit une meilleure protection des citoyens européens.

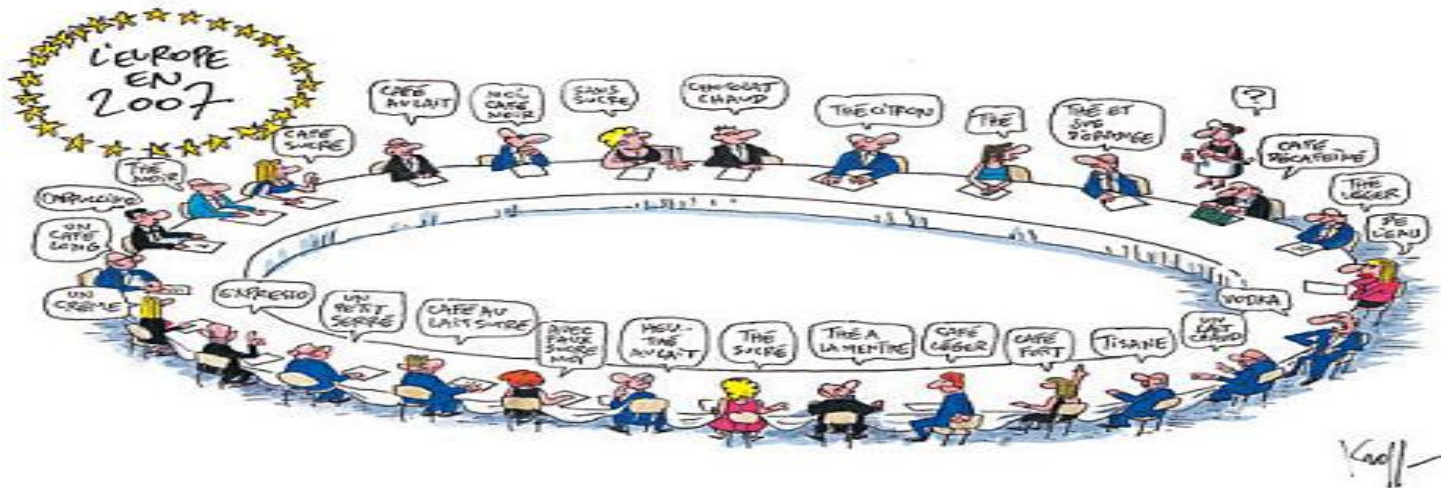
**4. L'Europe en tant qu'acteur sur la scène mondiale:**





# III Un modèle européen?

## 1) Des conceptions différentes de l'Europe





## a) Les unionistes: France et Royaume-Uni

- Pour une simple coopération entre les Etats.
- Préserver la souveraineté nationale.
- Intergouvernementalité : décisions prises entre les gouvernements si possible à l'unanimité.

## **b) Les fédéralistes Allemagne principalement.**

- Pour une union fédérale des Etats.
- La supranationalité avec une seule institution à qui les Etats délègueraient leur souveraineté.



## Approfondissement Les unionistes ou confédéralistes

Les confédéralistes défendent le principe **d' intergouvernementalité** à savoir une simple coopération entre les gouvernements. Ils veulent préserver la souveraineté nationale de chaque Etat ce qui implique des prises de décision à l'unanimité. On les appelle également les **unionistes**.

Les principaux représentants sont le Général de Gaulle et Margaret Thatcher ainsi que ses successeurs, y compris le travailliste Tony Blair qui déclare dans un discours à Varsovie le 6 octobre 2000 « De par sa force économique et politique, l'Europe peut être une super-puissance, mais pas un super-Etat. »

## Approfondissement: Les fédéralistes

Les fédéralistes souhaitent un déclin progressif des Etats-Nations qui, d'après eux, ont conduit l'Europe au chaos de la Seconde Guerre Mondiale. Ils défendent une évolution **fédérale** de l'Europe. Ils sont partisans du principe de **supranationalité** : à savoir la mise en place d'une institution qui dépasserait le cadre des Etats et à laquelle ces derniers délègueraient une part de leur souveraineté.

Cette vision de l'Europe est défendue principalement par les Allemands. Le ministre des Affaires Etrangères Joscha Fischer l'a défendue dans un célèbre à l'université Humbolt (Berlin) en mai 2000.

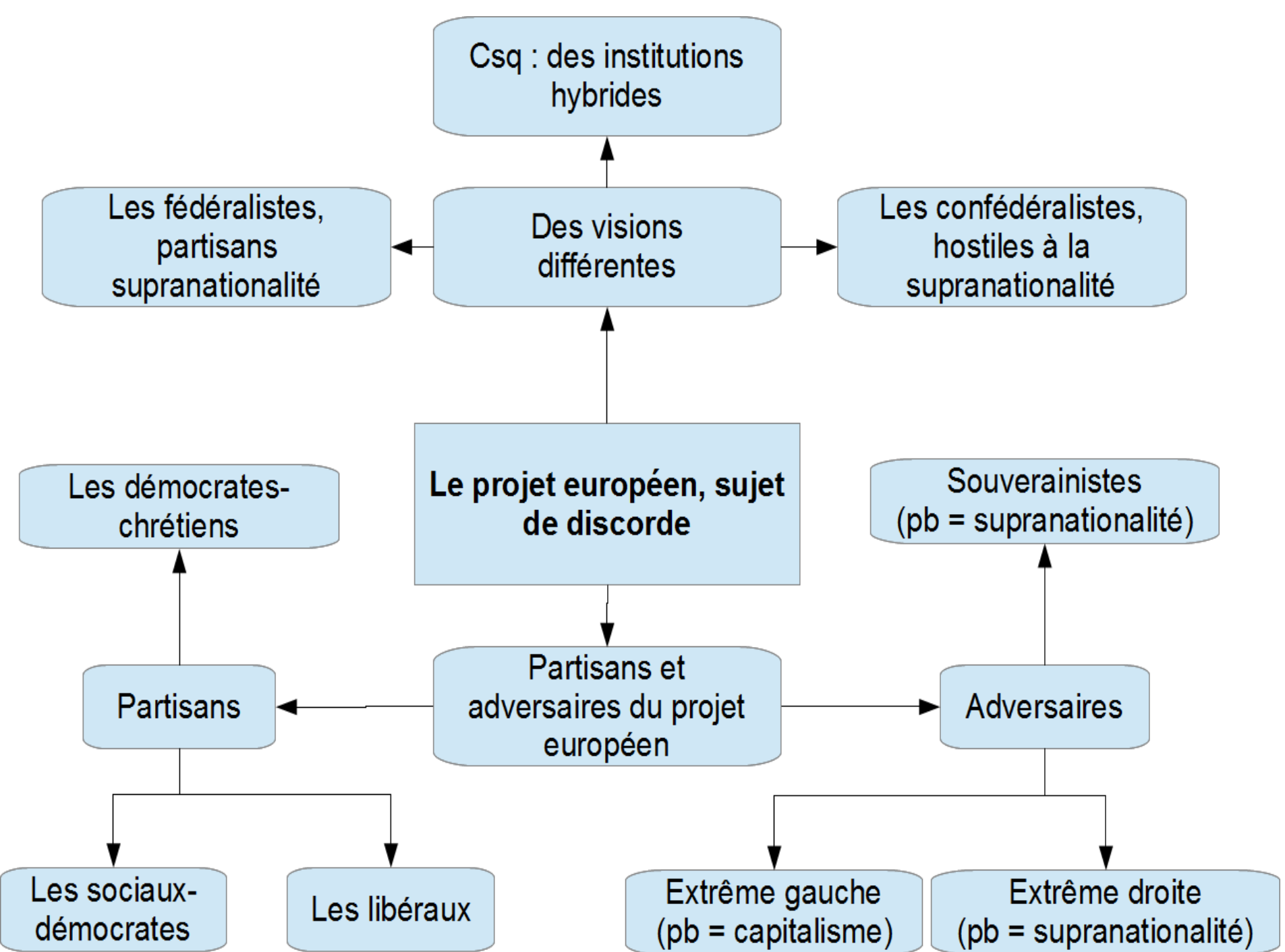


## Approfondissement: La méthode communautaire ou encore les fonctionnalistes

Cette méthode allie selon les circonstances méthode intergouvernementale et la méthode fédéraliste. Appelée la « méthode Monnet » elle est devenue plus largement la « méthode communautaire ».

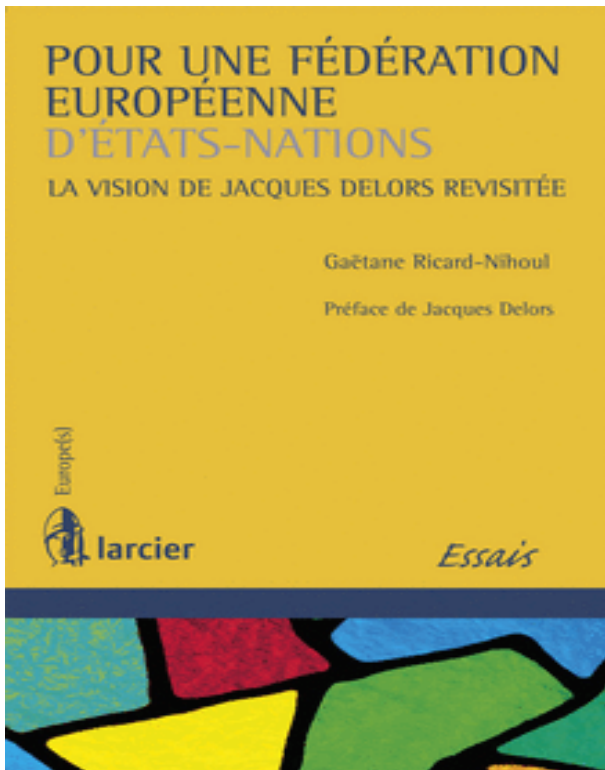
Elle s'exprime à travers la déclaration de Robert Schuman du 9 mai 1950 : « la paix ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble, elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait. »

Une démarche adoptée par les « Pères de l'Europe », auxquels les dirigeants européens continuent de se référer aujourd'hui.



A partir de l'Acte unique, les traités favorisent davantage la logique **supranationale** sans forcément abandonner la logique intergouvernementale. Jacques Delors parle de **fédération d'Etats Nations**.

Jacques Delors est notamment président de la Commission européenne de 1985 à 1994





**Consigne :** Après avoir présenté l'auteur et le document dans le contexte de la construction européenne, vous reprendrez chacun des modèles proposés en les comparant aux étapes de la construction européenne. Vous expliquerez quel modèle domine au début du XXI<sup>e</sup> siècle en Europe.

*Fédéraliste, Altiero Spinelli est commissaire européen, initiateur en 1941 du Manifeste de Ventotene en faveur d'un État européen.*

Ces modèles ont en commun l'idée d'une unité qui soit faite par les Européens et crée une Europe différente de l'Europe des nationalismes [...].

Pour certains hommes d'État, dont l'expérience politique fondamentale était celle de l'État national souverain, [...] l'unification européenne devait, fondamentalement, être une confédération, une ligue d'États, dont chacun conserverait sa souveraineté et dont tous, dans des domaines spécifiques, s'engagerait de manière permanente à pratiquer la même politique, définie et adoptée dans des réunions rassemblant les représentants des différents gouvernements. [...]

Le deuxième modèle est un modèle fonctionnel. [...] Dans le but d'administrer, dans l'intérêt commun, le marché du charbon et de l'acier, ou l'énergie nucléaire ou une armée commune ou une union douanière, chacun des États devait déléguer à une autorité

supranationale certaines parties de sa souveraineté administrative tout en gardant toujours sa souveraineté politique. [...] La pensée secrète [...] était qu'à la longue la bureaucratie l'emporterait sur la politique et que, de l'administration européenne de certains intérêts concrets, naîtrait, quelque jour, de façon ou d'autre, la superstructure de l'Europe.

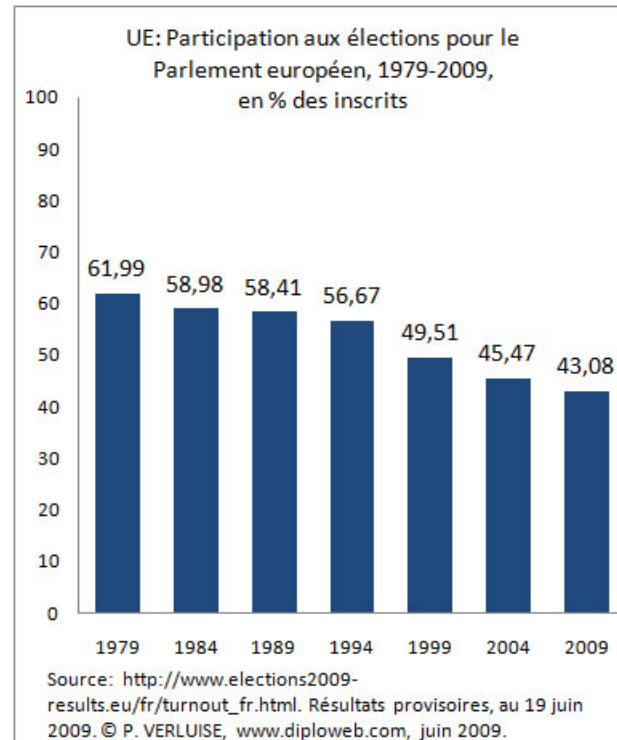
Le troisième modèle [...] est le modèle fédéraliste. [II] propose de maintenir et de respecter la souveraineté des États nationaux dans tous les domaines, et de la transférer à un gouvernement européen contrôlé démocratiquement par un parlement européen et agissant conformément à des lois européennes en matière de politique étrangère, de défense d'économie et de protection des droits civils. Le modèle fédéraliste propose un État qui soit vraiment supranational et qui cohabite avec ses États membres.

**Altiero Spinelli**, conférence en 1985, cité dans André Miroir, *Pensée et construction européenne*, Université de Bruxelles, éd. E. van Balberghe, 1990.

## 2) Des Européens sceptiques et peu concernés

-Le parlement européen et les élections.

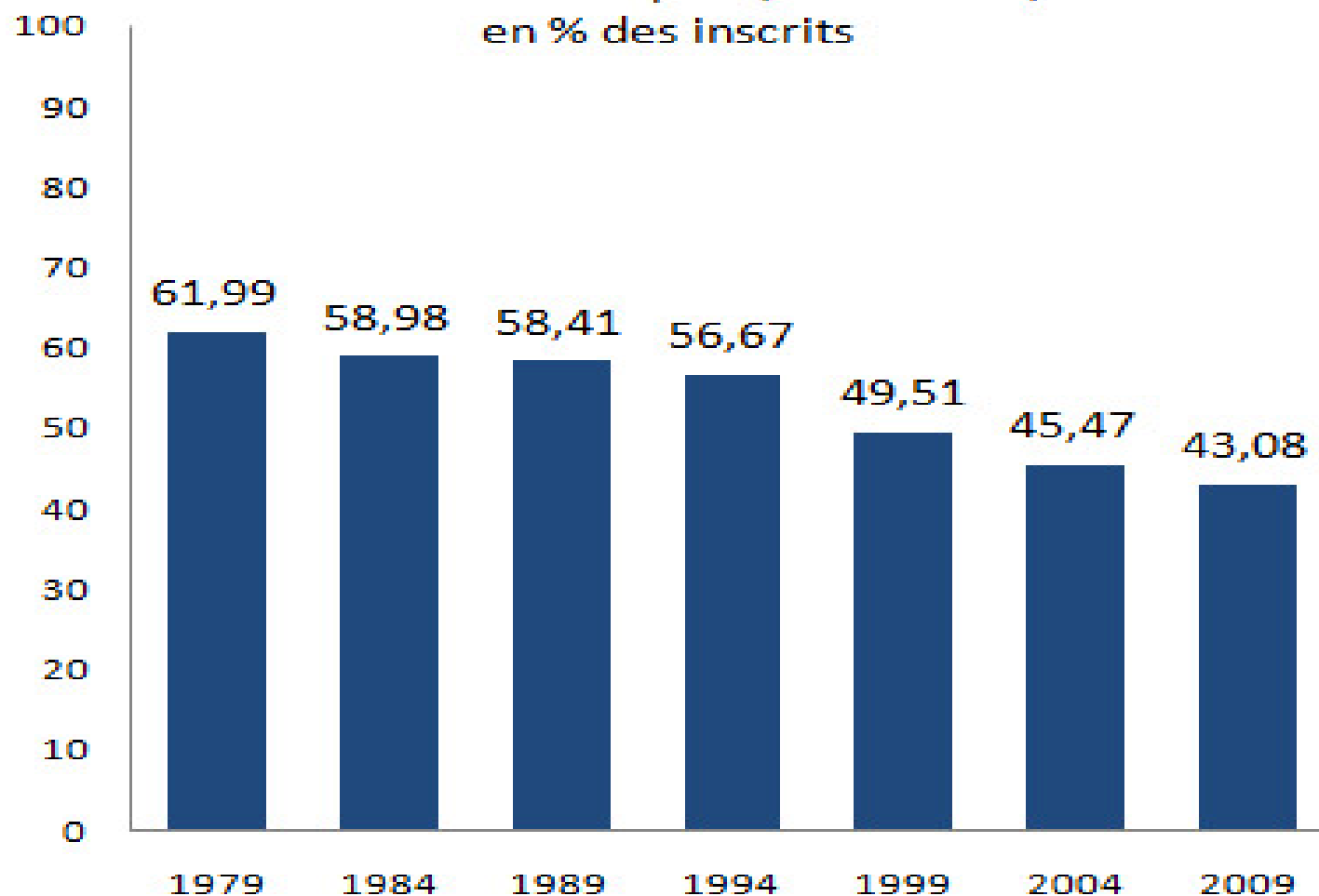
-Quel sentiment européen?



Un parlement européen élections au SUD tous les 5 ans depuis 1979



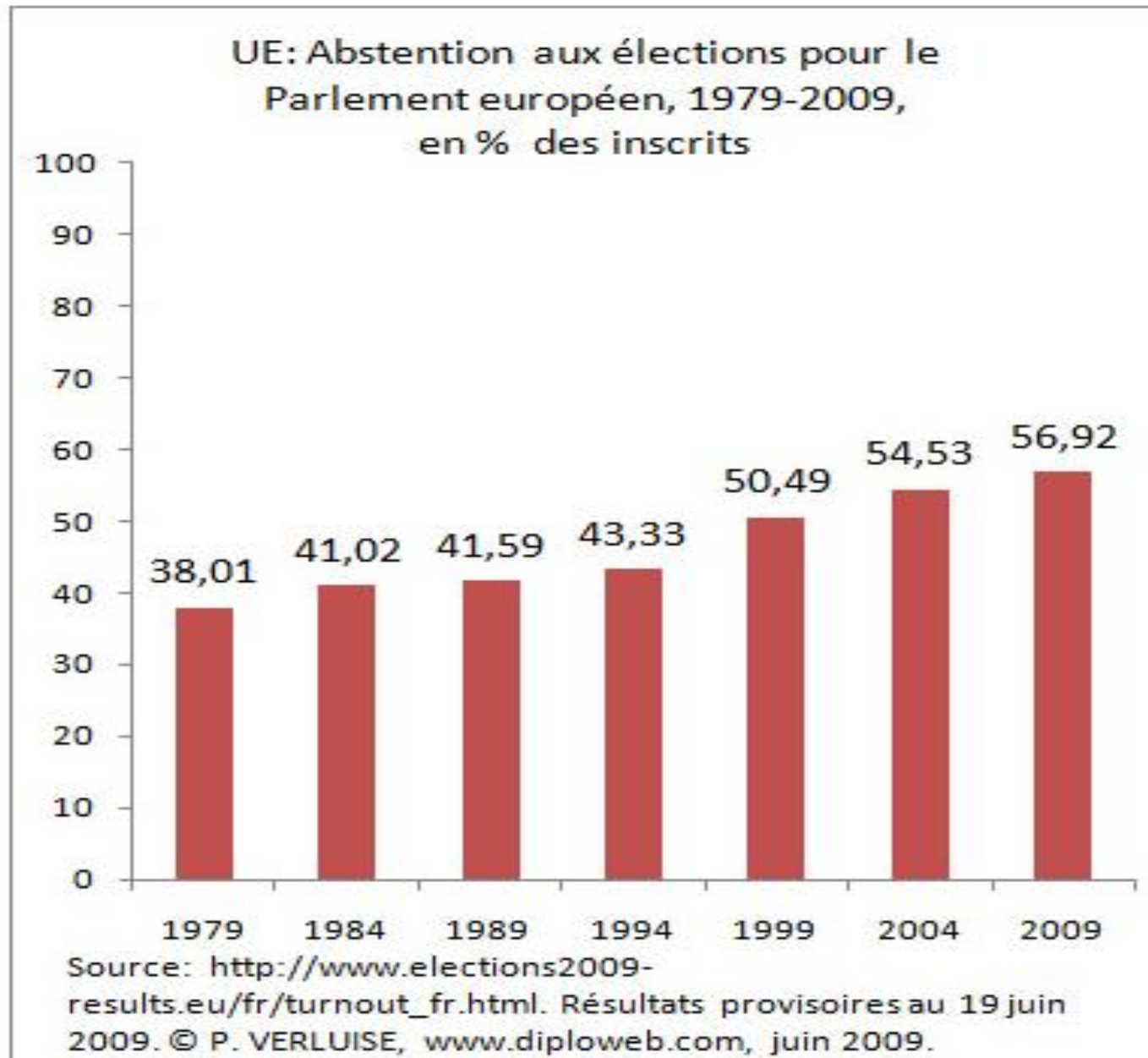
UE: Participation aux élections pour le  
Parlement européen, 1979-2009,  
en % des inscrits



Source: [http://www.elections2009-results.eu/fr/turnout\\_fr.html](http://www.elections2009-results.eu/fr/turnout_fr.html). Résultats provisoires, au 19 juin 2009. © P. VERLUISE, [www.diploweb.com](http://www.diploweb.com), juin 2009.



## Voir vidéo





# Elections Européennes

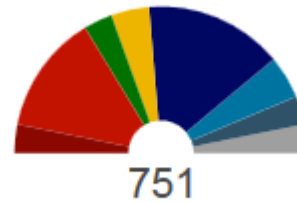


# 2014



# Taux de participation

Résultats définitifs



42.61%

**Abstentions: 57,39%**



**PPE**

Groupe du Parti Populaire Européen  
(Démocrates-Chrétiens)

221

29.43 %



**S&D**

Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes  
et Démocrates au Parlement européen

191

25.43 %



**ECR**

Conservateurs et Réformistes européens

70

9.32 %



**ADLE**

Alliance des démocrates et libéraux pour l'Europe

67

8.92 %



**GUE/NGL**

Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique

52

6.92 %



**Verts/ALE**

Les Verts/Alliance libre européenne

50

6.66 %



**EFDD**

Groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe

48

6.39 %



**NI**

Non-Inscrits – Membres apparentés à aucun groupe politique

52

6.92 %

### 3) Des traités qui ne règlent pas les problèmes institutionnels, doit-on parler d'un déficit démocratique?

- De nombreuses dissensions entre les Etats.
- Des élargissements successifs qui **compliquent** le fonctionnement institutionnel.
- L'échec des référendums.

Études pages 346 347 348 349



**2005 le NON  
à la nouvelle constitution  
européenne**



# Libération

Constitution européenne

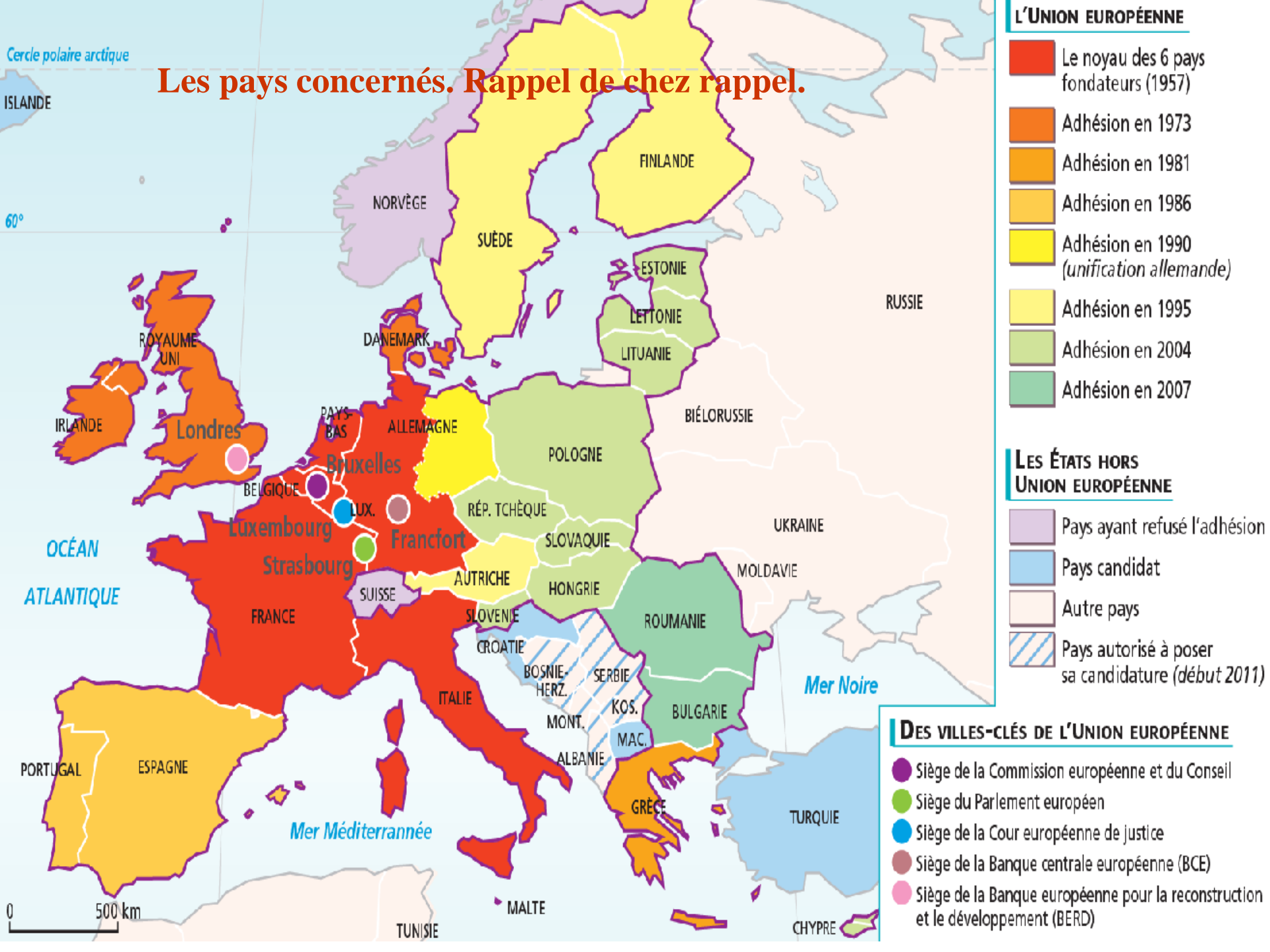
# Deux fois non

Les Pays-Bas ont majoritairement rejeté hier le traité, à près de 62%, trois jours après la France. **Page 2**





# Les pays concernés. Rappel de chez rappel.



## L'UNION EUROPÉENNE

- Le noyau des 6 pays fondateurs (1957)
- Adhésion en 1973
- Adhésion en 1981
- Adhésion en 1986
- Adhésion en 1990 (unification allemande)
- Adhésion en 1995
- Adhésion en 2004
- Adhésion en 2007

## LES ÉTATS HORS UNION EUROPÉENNE

- Pays ayant refusé l'adhésion
- Pays candidat
- Autre pays
- Pays autorisé à poser sa candidature (début 2011)

## DES VILLES-CLÉS DE L'UNION EUROPÉENNE

- Siège de la Commission européenne et du Conseil
- Siège du Parlement européen
- Siège de la Cour européenne de justice
- Siège de la Banque centrale européenne (BCE)
- Siège de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)

0 500 km

## IV La dimension internationale du projet politique européen

### 1) Faire de l'UE une puissance mondiale dans les années 80

- Contexte de la mondialisation économique
- Contexte de la fin de la guerre froide

**Étude pages 350 351**

## La PESC 1992

Pour permettre à l'Union de jouer un rôle politique sur la scène internationale, le traité de Maastricht a institué **une politique étrangère et de sécurité commune** y compris la définition à terme d'une « politique de défense commune ».

La PESC est le volet diplomatique et de sécurité de l'action extérieure de l'Union européenne,

## Approfondissement

- Elle sauvegarde les valeurs communes, les intérêts fondamentaux et l'indépendance de l'UE.
- Elle renforce la sécurité de l'UE et de ses États membres sous toutes ses formes.
- Elle maintient la paix et renforce la sécurité internationale conformément aux principes de la Charte des Nations-Unies
- Elle promeut la coopération internationale.
- Elle développe et renforce la démocratie et l'Etat de droit ainsi que le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans le monde.

La politique étrangère et de sécurité commune doit requérir **l'unanimité** parmi les 27 États membres actuels sur la politique appropriée à suivre pour des situations particulières.

MAIS l'unanimité et certains problèmes abordés par la PESC entraînent des désaccords, tel que ceux à propos de la guerre en Irak, qui sont fréquents.



## **La conférence de Saint Malo 1998**

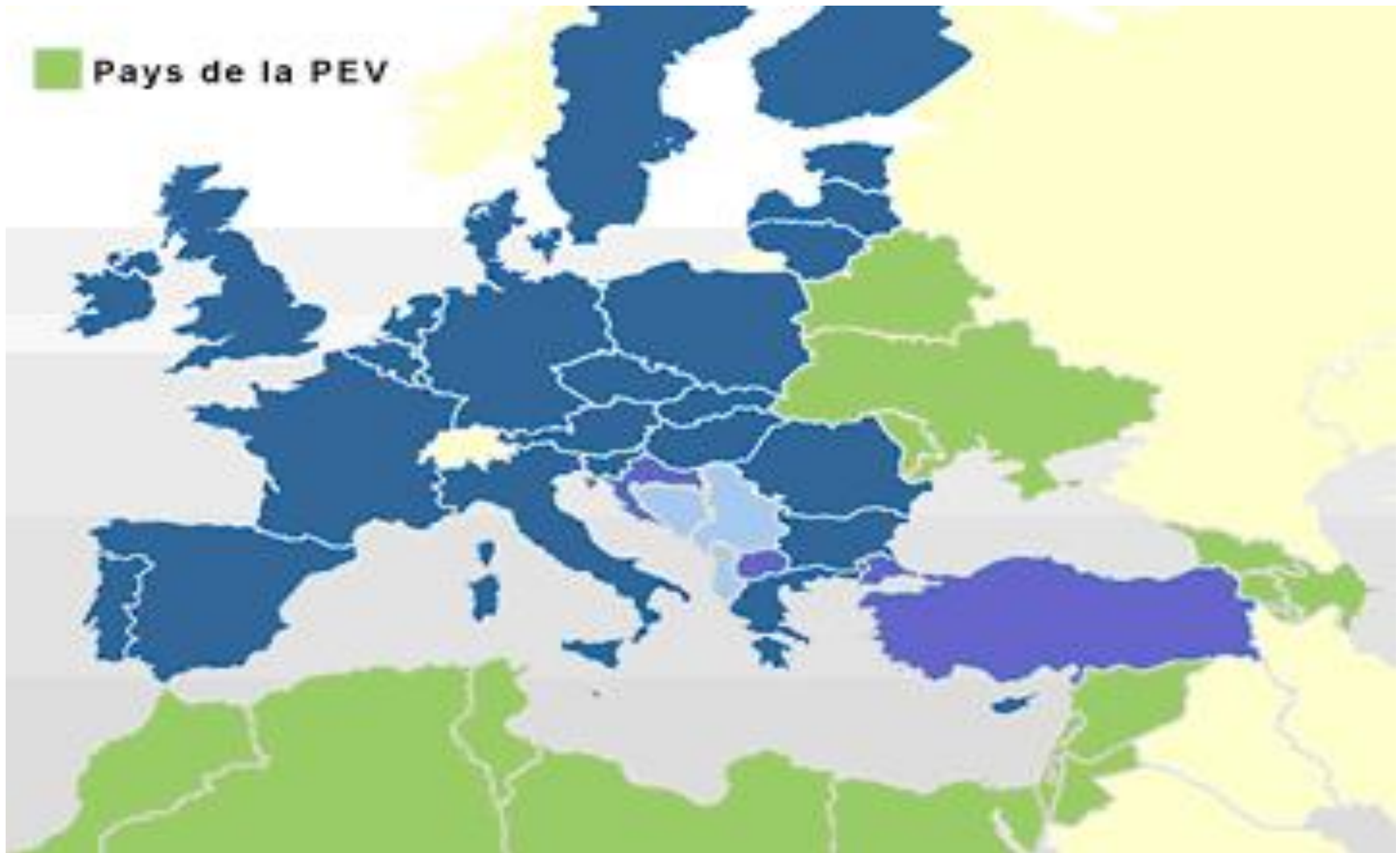
### **Construire une Europe de la défense.**

Le sommet franco-britannique de Saint-Malo a réuni le président Jacques Chirac et le premier ministre Tony Blair les 3 et 4 décembre 1998.

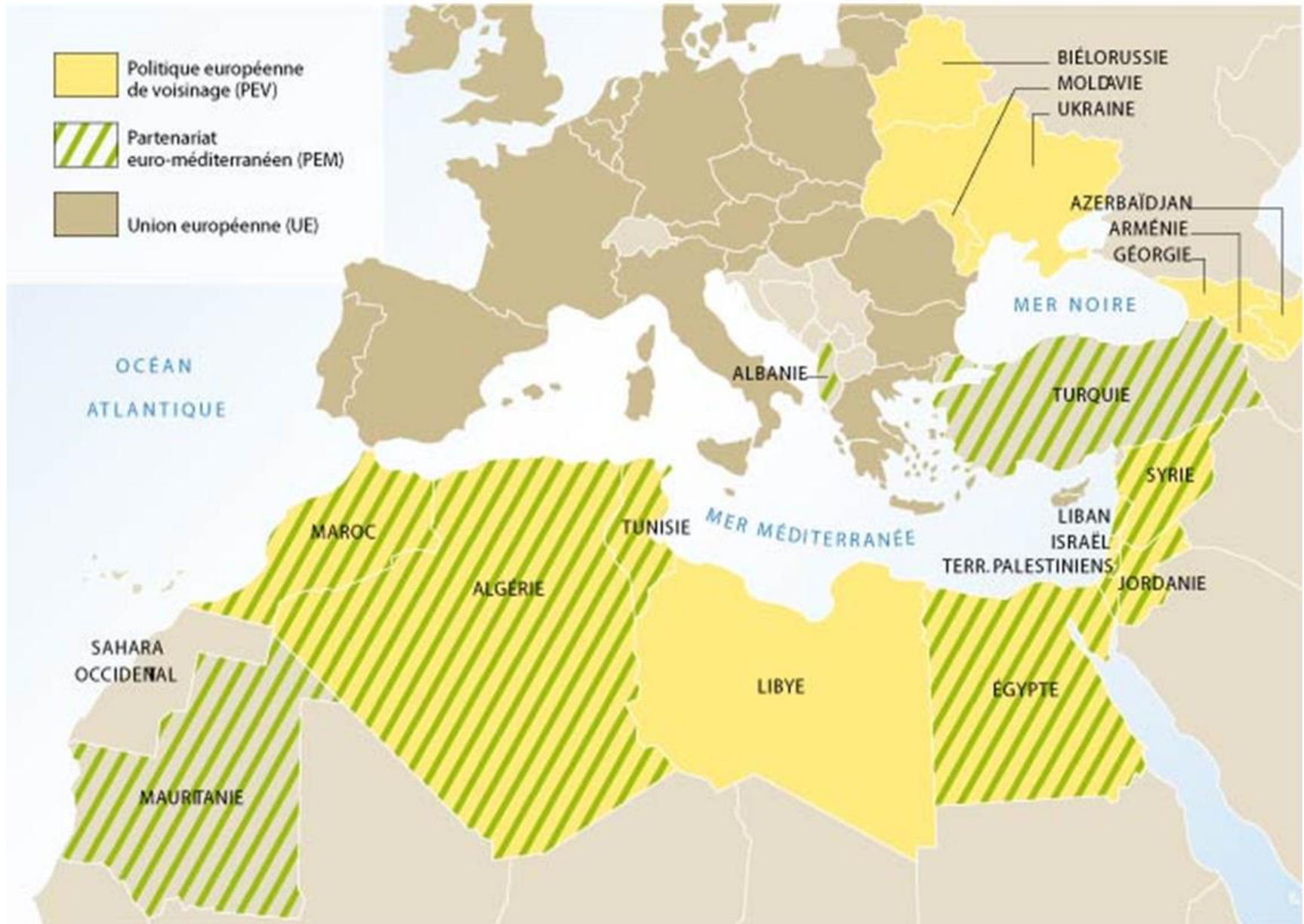
Ce sommet est le point de départ de la politique européenne de sécurité et de défense. Il a donné lieu à une déclaration commune appelant à l'établissement de moyens militaires « autonomes » et « crédibles » pour l'UE.

Ce sommet précise la relation de l'UE avec l'OTAN: l'UE agira « lorsque l'Alliance en tant que telle n'est pas engagée », et « sans duplication inutile ».

## Des politiques européennes de voisinage



# Le partenariat euro méditerranéen



-Échec de l'union pour la Méditerranée lancée par le président français Nicolas Sarkozy **en 2008. Vidéo**

- Les révolutions du « printemps arabe » 2011, aux frontières méditerranéennes de l'Europe montrent la nécessité d'envisager une véritable diplomatie concertée.

- La France est partie « seule » au Mali !!

## Le cas de la Turquie déjà étudié en 1ère

- La Turquie est un Etat associé à la CEE depuis 1963, il est candidat depuis 1987 et membre de l'OTAN depuis 1952. Il a des échanges commerciaux et touristiques très importants avec l'UE.
- Cet Etat a fait de nombreux progrès sur le plan politique : abolition de la peine de mort, amélioration du sort des minorités kurdes. La question de la non reconnaissance du génocide arménien est un obstacle à son intégration dans l'UE.
- L'UE hésite à intégrer la Turquie dans un contexte géopolitique actuel tendu (problématiques des islamismes radicaux). La Turquie refuse quant à elle le statut de « partenariat privilégié » proposé par l'UE.





**Les questions posées par la candidature de la Turquie à l'Union européenne.**

Dessin de P. Schrank, *The Economist*, 14 mai 2005.



## Une représentation de la Turquie

Dessin de Plantu, *Le Monde*, 9 novembre 2002.





## Le Royaume-Uni, soutien de la Turquie

Hassan Bleibel est un dessinateur libanais d'origine irakienne qui publie ses caricatures dans des journaux du Moyen-Orient ou de France.

## 2) Mais l'UE est elle une grande puissance mondiale?

- Une politique étrangère commune peu définie. Voir ce qui se passe avec l'Ukraine!!!
- Pas de position claire vis-à-vis des EU.
- Des divergences regrettables.
- Des divergences sur les futurs élargissements: la Turquie.
- La crise économique n'arrange rien.
- La crise des migrants.
- Le risque du Brexit.

# Le conflit de l'ex Yougoslavie rappel de 1ère



## L'impuissance européenne face au conflit yougoslave.

Caricature de G. Million, *Guère épais*, Albertville, 1994.





**L'Union européenne face aux conflits du continent**

*Caricature de Plantu parue dans L'Express, 5 janvier 1995.*



## **La difficulté de l'Union européenne à se projeter dans le monde**

La création d'une fonction de haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité<sup>1</sup> ainsi que d'un nouveau Service européen pour l'action extérieure ne suffit pas à régler la difficulté essentielle de toute politique extérieure européenne, qui est la faible émergence d'un intérêt européen. Ainsi, il n'existe pas une politique européenne à l'égard de la Russie mais vingt-sept politiques nationales. Le même constat s'applique à l'égard de la Chine. (...)

La deuxième difficulté de l'Union européenne est que (...) d'une part elle ne peut pas parler d'une seule voix parce qu'elle n'est pas un État (...). D'autre part, la nouvelle gouvernance mondiale, qui voit s'affirmer les grands pays émergents à côté des États-Unis, nécessite de plus en plus que les États de l'Union européenne formulent des positions unifiées pour être entendus. La politique extérieure et de défense est un autre exemple, où, en théorie, l'Union européenne aurait plus d'influence si elle était une fédération politique.

Christian Lequesne, « L'Union européenne après le traité de Lisbonne », *Questions internationales* n°45, sept.-oct. 2010.

1. Depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2009, le poste est occupé par la Britannique Catherine Ashton.

## Texte intéressant sur la guerre en Irak en 2003

*En février 2003, huit pays de l'est de l'Europe, qui entrent l'année suivante dans l'UE, apportent leur soutien à l'intervention américaine en Irak, contre l'avis du couple franco-allemand.*

Ils ont manqué une bonne occasion de se taire. [...]  
On sait très bien que, déjà, les opinions publiques, comme toujours quand il s'agit de quelque chose de nouveau, ont accueilli l'élargissement avec quelques réserves, sans toujours comprendre exactement l'intérêt qu'il y avait à l'approuver. Alors, évidemment, une démarche comme celle que vous soulignez ne peut que renforcer, dans l'opinion publique des Quinze et notamment de ceux qui feront une ratification par voie de référendum, un sentiment d'hostilité. Or il suffit d'un seul pays qui ne ratifie pas par référendum pour que cela ne marche pas.

**Jacques Chirac**, conférence de presse à l'issue du Conseil européen  
du 17 février 2003.

## La crise économique en Grèce



Le 24 février 2010, un drapeau européen est brûlé, accroché aux grilles du parlement grec, alors que les États membres de l'UE hésitent à secourir la Grèce dans la crise financière.



Petro Porochenko



La crise Ukrainienne 2014.





**CRIMEE**

# Les Russes bernés par l'Otan

Pour comprendre la politique de Vladimir Poutine en Crimée, il faut se rappeler que, depuis 1990, les Occidentaux ont plusieurs fois élargi l'Otan à l'est de l'Europe, trahissant leur parole donnée.

STERN | HANS-ULRICH JÖRGES

20 MARS 2014 | 0 RÉAGIR

PARTAGER : [f](#) [t](#) [g+](#)

[Recommander](#)

4,3k

[Tweeter](#)

4

[g+](#)

+40

[Pin it](#)

1

[CLASSER](#)



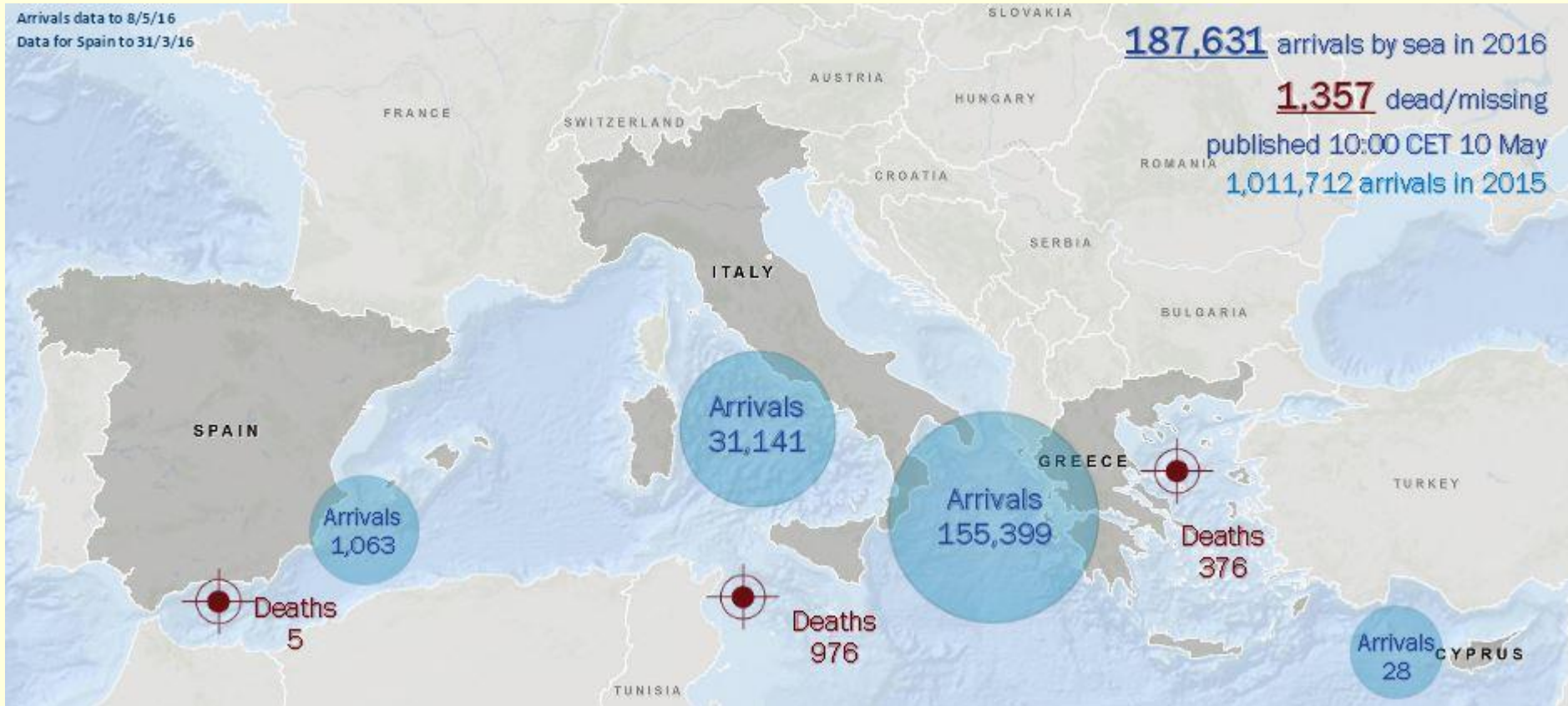
Dessin de Dario

# La crise des migrants

04/05/2016



Source: organisation mondiale des migrations.



STOP! PAS  
TOUS À LA FOIS

DITES-LEUR  
QU'IL Y A D'AUTRES  
PAYS TRÈS SOLIS  
ET TRÈS SYMPAS



Knöll



**ARRIVÉES PAR LA MER ET DÉCÈS DANS LA MÉDITERRANÉE 1ER JANVIER – 8 MAI 2016**

1er janvier – 8 mai 2016			1er janvier – 31 mai 2015	
Pays	Arrivées	Décès	Arrivées	Décès
Grèce	155 399	376 (Itinéraire méd. orientale)	40 297	31 (Itinéraire méd. orientale)
Chypre	28		269 (jan-déc 2015)	
Italie	31 141	976 (Itinéraire méd. centrale)	47 449	1 782 (Itinéraire méd. centrale)
Espagne	1 063*	5 (Itinéraires méd. Occidentale et Afrique de l'Ouest)	3 845 (jan-déc 2015)	15 (Itinéraires méd. Occidentale et Afrique de l'Ouest)
<b>TOTAL ESTIMÉ</b>	<b>184 546</b>	<b>1 357</b>	<b>91 860</b>	<b>1 828</b>

Pays	Total 2014	Total 2015	1 Jan – 27 Avril 2016
Grèce	34 442	853 650	155 399
Italie	170 100	153 842	31 141



## CONCLUSION

L'Europe a longtemps été considérée surtout comme un espace économique même si elle a voulu progressivement affirmer une identité politique.

Si elle a acquis un certain nombre de caractéristiques d'une entité politique, l'Europe est loin d'être organisée de façon cohérente et elle ne parle pas d'une seule voix dans le monde.



1947

1991

1948

Congrès de La Haye

1963

Traité de l'Élysée

1992

Traité de Maastricht

1997

Traité d'Amsterdam

2007

Traité de Lisbonne

1950

Déclaration Schuman

1986

Acte unique

2004

Adhésion des pays de l'Est à l'UE

1954

Rejet de la CED

1957

Traités de Rome, naissance de la CEE

1990

Réunification de l'Allemagne

2005

Rejet du traité constitutionnel

1951

Entrée en vigueur de la CECA

Élection du Parlement européen au suffrage universel

1979

Entrée en vigueur de l'Union Européenne

1993

L'euro monnaie unique

1999

2002

1957

Mise en place d'une Commission européenne

Espace Schengen

1997

1998

Création de la Banque Centrale Européenne

1962

Politique agricole commune

Crise de la zone euro, renforcement de l'action de la BCE

2011

UNE CONSTRUCTION POLITIQUE ENTRE ÉTATS

UNE ENTITÉ EN VOIE DE FÉDÉRALISME

Guerre froide

**C'était la dernière leçon en histoire MERCI de m'avoir supportée.**

**BON COURAGE A TOUS....pour les dernières révisions.**



**Chirac a ses mémoires qui flanchent**